

# *l'Anti*capitaliste

N°70 | NOVEMBRE 2015 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



**ÉTAT ESPAGNOL : CRISES ET MOBILISATIONS,  
ESPOIRS ET QUESTIONS**



**LA FRANCE, L'EUROPE  
ET LES MIGRANTS**



**TUNISIE : LE PRIX NOBEL  
DE LA PAIX SOCIALE**



**POURQUOI LA RUSSIE  
BOMBARDE-T-ELLE EN SYRIE ?**

## EDITORIAL

**Commission nationale écologie du NPA COP21 : nous n'en attendons rien ! P3**

## PREMIER PLAN

**Yann Cézard La France, l'Europe et les migrants P4**

## ACTUALITE

**Wafa Guiga Tunisie Le prix Nobel de la paix sociale P8**

**Eric Ruder Pourquoi la Russie bombarde-t-elle en Syrie ? P10**

**Luiza Toscano Révolutions arabes et environnement « Le peuple veut l'eau au robinet » P12**

## DOSSIER

**Jean-Philippe Divès Etat espagnol Crises et mobilisations, espoirs et questions P15**

**Manuel Garí De la transition « modèle » à l'inespérée indignation P16**

**Antoine Rabadan Et l'indignation retentit dans l'Etat espagnol... P19**

**Antoine Rabadan Podemos, ou l'art de « prendre d'assaut le ciel » par les élections P25**

**Esther Vivas Catalogne, l'heure de vérité P30**

**Emmanuel Barot D'Ernesto Laclau à Iglesias Théorie et pratique du (néo)populisme P32**

## FOCUS

**Joël Le Jeannic Crise à Air France, crise en France ? P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

### Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

## L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction :

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Galia Trépère, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : [contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

### Gérant et directeur de la publication :

Ross Harrold

### Diffusion :

01 48 70 42 31 - [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

### Administration :

01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

### Commission paritaire :

0519 P 11509

### Numéro ISSN :

2269-370X

### Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

### Tirage :

3 000 exemplaires

### Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

En Afrique du Sud, la très grande mobilisation des étudiants contre l'augmentation des droits universitaires avait commencé à mettre en cause le gouvernement de l'ANC et du Parti communiste, avant de le forcer à retirer son projet. DR.



# COP 21 : nous n'en attendons rien !

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

Le document préparatoire à la COP 21 est clair : le réchauffement climatique ne préoccupe pas les dirigeants du monde. En effet, le texte ne prévoit aucun objectif contraignant chiffré, alors que les experts du climat ont défini des objectifs à atteindre et une feuille de route précise pour limiter la hausse de la température à + 2° d'ici 2100. Mais leurs préconisations sont ignorées.

L'urgence de la situation nécessite pourtant la mise en place de mécanismes de révision pour ajuster les objectifs (déjà insuffisants) de baisse des émissions, en fonction des résultats. Pour cela, il faudra attendre 2023-2024.

Autant dire que d'ici là, des records d'émissions de carbone pourront être battus, sans vergogne. En outre, un paradoxe énorme mais tellement révélateur du manque de volonté politique des gouvernants éclairera celles et ceux qui auraient encore des illusions : le texte n'évoque jamais les énergies fossiles pourtant responsables de + 80 % des émissions de CO<sub>2</sub> ! Et pour cause.

A la base même du système capitaliste, le gaz, le pétrole et le charbon génèrent une énergie peu chère car hyper subventionnée (700 milliards par an de subventions publiques) et dégagent des profits colossaux. Les mettre en cause impliquerait d'en finir avec leur exploitation. Intolérable pour les grands groupes gaziers, charbonniers et pétroliers ! De la même manière, la COP 21 continue d'épargner les secteurs de l'aviation et du transport maritime (près de 10 % des émissions de CO<sub>2</sub>) qui sont essentiels à l'économie capitaliste mondialisée.

## ON CONTINUE ?

Le texte ne présente aucun plan pour le développement des énergies renouvelables, alors même que leur déploiement pourrait fournir 80 % de l'énergie mondiale, d'après les scientifiques du GIEC. Un renoncement criminel devant la toute puissante OMC, en embuscade, qui a déjà cassé plusieurs plans nationaux et régionaux de soutien aux énergies renouvelables, car non conformes aux règles du commerce international.

Autre exemple, les « émissions nettes zéro » montrent que les mesures de compensation carbone, aussi inutiles au nord que néfastes au sud, sont encore mises en valeur. Les industriels pourront continuer à produire sans se soucier de l'impact sur le climat, dès l'instant qu'ils « compenseront » leurs émissions de CO<sub>2</sub> par des plantations d'arbres dans des pays où les droits fonciers inexistantes leur permettent de spolier les populations indigènes qui seront ainsi privées de leurs terres, donc empêchées de les cultiver. Si le bilan carbone s'annule, les pollueurs s'en sortiront avec la conscience tranquille du devoir onusien accompli.

Pas une ligne non plus sur le nucléaire, puisque les Etats réunis lors de la COP 21 n'aborderont pas le sujet. Pourtant ce sont les mêmes qui, en bons VRP de l'atome,

présentent le nucléaire comme une solution au réchauffement climatique. Tant pis si les 436 réacteurs dans le monde ne fournissent que 12,5 % de l'électricité mondiale, avec tous les accidents, les milliers de morts et de malades, avec les risques de catastrophes encourus, avec l'insoluble problème des déchets, avec l'approvisionnement en uranium en voie de raréfaction, avec les risques de guerres et les tombereaux d'argent public englouti. Tout ça pour un rendement de 30 % ! (70 % perdus en chaleur dans les tours de refroidissement).

Non, vraiment, la COP 21 et ses opérations marketing ne changeront rien au déroulement de la catastrophe climatique annoncée : une remontée des océans telle que des millions de personnes dans les pays du sud, déjà durement touchés par la spoliation impérialiste, périront ou devront migrer. Nous



Inondations dans le Var. Photothèque rouge/Guy Laher.

laissons à Ségolène Royal et toutes les fidèles marionnettes des capitalistes leurs déclarations stupides : « nous comptons sur la créativité et l'intelligence des entreprises, sur les investissements dans tous les secteurs de la croissance verte, parce que les solutions viennent de là. »

Il est vraiment temps de prendre nos affaires en main. Les possédants menacent froidement l'humanité. Les gouvernements et les élus sont incapables de prendre des mesures significatives dès l'instant qu'elles entrent en opposition avec les intérêts industriels et financiers des puissants. Nous devons leur retirer leurs pouvoirs de nuisance et organiser l'appropriation publique sous contrôle démocratique des secteurs de l'énergie et de la finance. Cela ne se fera pas tout seul ! Nous devons déployer nos forces militantes pour construire, avec d'autres, un large mouvement pour la justice climatique, une mobilisation d'en bas pour imposer de changer le système, de sortir des énergies fossiles et du nucléaire, de sortir de l'agriculture industrielle. Ce mouvement doit grandir et prendre de la force. C'est la bataille que nous devons gagner avant, pendant et après la COP21. □

# La France, l'Europe et les migrants

PAR YANN CÉZARD

*L'Europe semble découvrir avec stupéfaction que des centaines de milliers de migrants frappent désormais à ses frontières. Ses gouvernements se divisent lamentablement sur le nombre de réfugiés à accueillir, et sur le principe même de l'accueil. La population européenne est elle-même profondément divisée, du devoir de solidarité au rejet raciste le plus impitoyable...*

Cette « crise migratoire », comme le disent les gouvernements dans leur ignoble jargon bureaucratique, ne saurait être pourtant une surprise. Elle vient de loin. Et elle n'est pas près de cesser.

D'abord parce que de façon générale le capitalisme, qui différencie fatalement le monde en régions pauvres et régions riches, rend inévitables les migrations des travailleurs les plus pauvres vers les pays les plus riches. On a un peu honte d'enfoncer de telles portes ouvertes. Mais sans doute faut-il le rappeler toujours et encore à ceux, si nombreux en Europe, qui voudraient bénéficier de la mondialisation capitaliste, acheter à bas prix le café des paysans africains et les smartphones des ouvrières chinoises et en même temps claquer la porte aux immigrés. A ceux qui veulent profiter de la libre circulation des capitaux et des marchandises et s'affolent de celle des hommes et des femmes. A ceux aussi qui n'oublent jamais d'applaudir en toute bonne conscience à toutes les expéditions néocoloniales des grandes puissances de ce monde.

Ensuite parce que le monde fait face depuis plusieurs années à une des plus graves crises humanitaires depuis la seconde guerre mondiale. Le nombre des « réfugiés » dans le monde (au sens de l'Onu : les demandeurs d'asile acceptés ou non comme tels par les autorités des pays « d'accueil ») a atteint un record depuis 1945 : au moins 53 millions selon le HCR (Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés). C'est le résultat d'une très forte accélération ces dix dernières années, puisqu'ils étaient « seulement » 19,4 millions en 2005, et, entre autres, la conséquence d'un grand nombre de conflits dévastateurs au Moyen-Orient et en Afrique.

Mais pendant que le monde connaissait cette explosion du nombre des ré-

fugiés, pendant que des dizaines de millions de femmes et d'hommes s'entassaient dans des conditions terribles dans des pays pauvres, l'Europe, elle, se barricadait. Comme s'il ne se passait rien. Chaque Etat européen durcissait ses lois contre l'immigration et les règles d'obtention de l'asile. L'Union européenne créait Frontex pour surveiller et fermer ses frontières, jusqu'à ériger des murs de parpaings, de barbelés et de flics, de Calais à Ceuta et Melilla, de la frontière gréco-turque aux portes de la Hongrie. L'évolution du nombre de réfugiés d'un pays et d'une région du monde à l'autre entre les années 1990 et aujourd'hui est stupéfiante : d'un côté, gonflement dramatique des camps et des exilés au Soudan ou au Moyen-Orient ; de l'autre, stabilité en Europe. C'est l'image même d'une froideur bureaucratique implacable.

Pire encore : L'Europe continuait sans vergogne à sous-traiter autant que possible à des dictatures (dont certaines ne sont plus aujourd'hui « disponibles ») la gestion barbare de l'immigration « clandestine ». Incitait la police marocaine à traquer, bastonner, abandonner en plein désert les migrants sahéliens. Félicitait le colonel Kadhafi pour son efficacité contre les migrants. En 2006, l'Italie de Berlusconi signait même un accord avec la Libye, pour l'aider à financer des centres de rétention et l'équiper de véhicules, de lunettes infrarouges... et de (1000) body bags pour les morts. Exemple parmi d'autres de contrats en bonne et due forme pour retenir au plus loin les migrants et ne pas avoir la pénible obligation d'honorer (ou pas) ses incessantes leçons de morale à la Terre entière sur les droits de l'Homme... et la convention de Genève.

## L'ESPRIT DE SCHENGEN

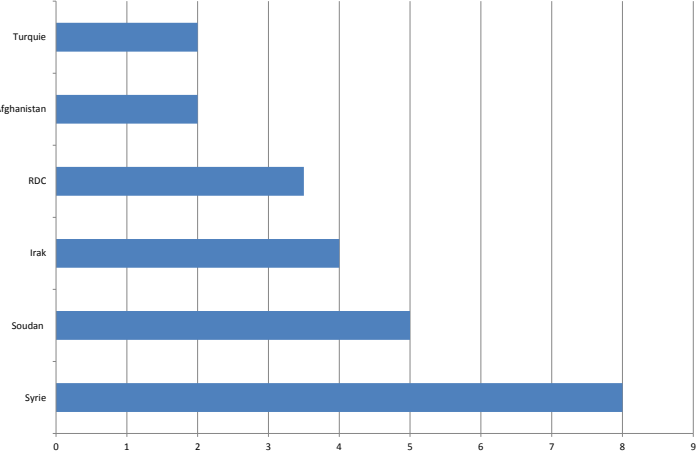
C'est l'esprit de « Schengen ». Ce petit village du Luxembourg où, en 1985, cinq pays de l'Union européenne, la France,

l'Allemagne, le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas, signèrent le traité qui ouvrait leurs frontières à la libre circulation des personnes. C'est que depuis 1957, l'UE n'avait été fondée que comme une vaste zone de libre circulation des marchandises et des capitaux. Au bout de trente ans, pour faire pleinement fructifier ceux-ci, il fallait bien faire circuler aussi les humains. Rendu vraiment effectif en 1995, le traité de Schengen s'est étendu peu à peu à presque tous les pays de l'Union européenne, des Etats comme la Bulgarie et la Roumanie restant encore en attente. Dès le départ, il était convenu de « compenser » cette ouverture des frontières intérieures par un renforcement des frontières extérieures. D'où la création de Frontex en 2004. D'où aussi la « règle de Dublin », principe de précaution de pays plus fortunés comme la France ou l'Allemagne, qui veut que la demande d'asile d'un réfugié soit enregistrée dans le premier pays où le réfugié a mis les pieds, soit le plus souvent des pays « périphériques » comme l'Italie ou la Grèce.

Voilà pourquoi les Etats de la périphérie et du centre de l'Union européenne se disputent aujourd'hui sur qui va où, et qui accueille combien... Les pays les plus riches essaient de contenir le plus en amont possible l'arrivée des réfugiés, aux portes de l'Europe, en-deçà de ses frontières s'il n'est possible que de les cantonner en Italie, en Grèce, ou en Hongrie, mais encore mieux au-delà, au Maghreb, en Turquie, au Moyen-Orient, en Afrique.

Si l'extrême droite se lamente sans cesse sur « l'Europe passoire », l'Europe forteresse a pourtant « remarquablement » fonctionné jusque-là. Parmi ceux qui fuient la terreur et la guerre, bien peu ont réussi à forcer ses portes. Pour preuve, les chiffres du HCR sur la répartition des réfugiés dans le monde en 2014.

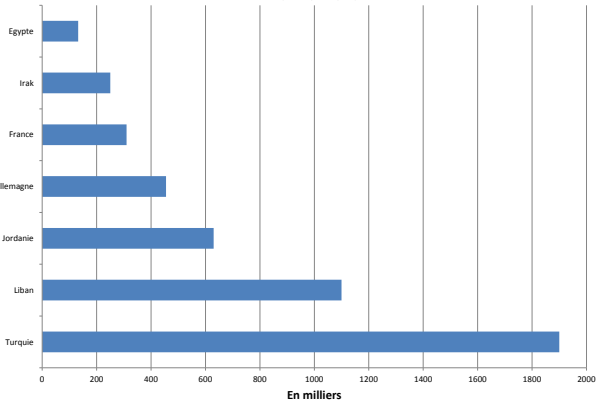
Nombre de réfugiés par pays d'origine (en millions) en 2014 (HCR).



Comme le montre le graphique précédent, la Syrie est le pays qui compte le plus de réfugiés parmi ses ressortissants. Sur une population de 30 millions, la moitié est « déplacée », le quart a fui hors des frontières du pays. Suivent (si l'on met à part l'Amérique latine) les Soudan sud et nord (5 millions), l'Irak (4 millions), la République démocratique du Congo (3,5 millions), le Pakistan (3 millions), l'Afghanistan (2 millions)...

Mais où sont-ils accueillis ? Selon le HCR, le Moyen-Orient accueille le tiers des réfugiés du monde, l'Est de l'Afrique presque autant. Si l'on veut seulement comparer le Moyen-Orient et l'Europe : en 2014, 1,9 million de réfugiés en Turquie, 1,1 million au Liban, plus de 600 000 en Jordanie... contre 450 000 en Allemagne, 320 000 en France. Comme l'illustre le graphique 2.

Nombre de réfugiés par pays d'accueil en 2014 (HCR)



La comparaison du rapport du nombre de réfugiés à la population du pays d'accueil en dit long sur la généreuse Europe (source HCR en 2014) :

- Liban : 2 587 réfugiés pour 10 000 habitants.
- Turquie : 223 pour 10 000.
- Allemagne : 56 pour 10 000 (soit 455 000 réfugiés en tout).

• France : 46 pour 10 000 (soit 310 000). Pour mémoire, quand la « crise migratoire » a commencé (c'est-à-dire quand elle a fini par exploser politiquement à la figure des gouvernements), la Commission européenne a suggéré l'accueil de 120 000 réfugiés de plus sur deux ans. Si l'Europe (près de 400 millions d'habitants) en accueillait 350 000, cela ferait toujours moins de 1 % de sa population. Au Liban, les

réfugiés syriens représentent désormais entre 20 et 25 % de la population totale du pays !

**EXCEPTIONNALITÉ FRANÇAISE**

« Générosité », donc, de l'Europe par rapport au reste du monde... et de la France par rapport au reste de l'Europe. Selon Eurostat (voir graphique ci-après), pour 360 000 demandes d'asile traitées (ayant reçu une réponse) en 2014 dans l'Union européenne, 162 000 ont reçu une réponse positive. En Allemagne, le taux de réponses positives a été de 48,9 % (sur 200 000 demandes), en Italie de 58,6 %, en Suède de 82,7 %... et en France ? De 30 % (sur 62 000 demandes).

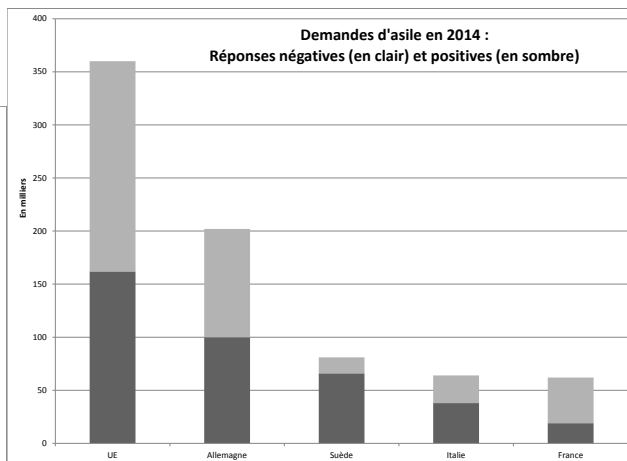
Allemagne, 30 000 en Suède, 9000 aux Pays-Bas, 7000 en Hongrie... et en France ? 3000 dont 2000 acceptées.

**ÉTÉ 2015 : LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE ÈRE ?**

Qu'est-ce qui a changé cet été 2015 ? La « digue » (Sarkozy ne parlait-il pas des risques de « fuite » et d' « inondation » en parlant des migrants ?) a commencé de sauter. Désespérés, fuyant directement la guerre et la terreur, ou fuyant des camps immenses où ils vivaient misérablement et sans espoir depuis de nombreuses années, considérant qu'ils avaient décidément peu d'avenir dans des pays d'accueil déjà pauvres et instables eux-mêmes, et peu de chances de revenir au pays dans un avenir proche, une grande partie des réfugiés tentent désormais de plus en plus nombreux de forcer les portes closes de l'Europe.

Comme le faisaient les Juifs d'Europe de l'est et d'Allemagne avant la seconde guerre mondiale, avec alors les mêmes bons sentiments et la même bienveillance des Etats dits « démocratiques » du monde riche, qui à l'époque refoülèrent largement ces exilés pauvres voire « inassimilables » et les contraignirent souvent à une existence de parias. Comme le faisaient aussi les 500 000 hommes, femmes et enfants de la République espagnole, qui furent la terreur franquiste lors de la

« Retirada » des combattants républicains de février-mars 1939, et furent « accueillis » par le gouvernement français dans des camps de concentration à la frontière. L'Europe vit donc maintenant la plus grande vague de réfugiés depuis plus de trente ans. Selon la Commission européenne, il y avait 135 000 demandeurs



En 2014, les Syriens, malgré toute la sollicitude affichée par le président Hollande pour ce peuple (et censée être démontrée par ses démanagements bombardiers par exemple), n'ont pas été spécialement épargnés par cette impitoyable moulinette de la bureaucratie française. Selon une étude du Monde, sur 138 000 demandes d'asile déposées alors par des Syriens dans l'UE en 2014, il y en a eu 41 000 en

d'asile dans les pays membres de l'UE en 1985, 568 000 en 1992 (après le début des guerres de Yougoslavie), 385 000 en 2003 (après les guerres du Kosovo, d'Afghanistan et d'Irak), et il y en aurait eu 626 000 en 2014 (si l'on compte... en « stock » et non en « flux », comme dit la bureaucratie).



Les gouvernements auraient bien continué comme avant. Mais trop c'est trop. Les morts, notamment en Méditerranée (plus de 3000 rien que depuis le début de l'année 2015) se

de cet été : une brèche s'ouvrirait sans doute dans l'esprit de millions d'Européens, enfin ! Mais Hollande (!), Merkel (!), amis des migrants et des malheureux du monde, vraiment ? On se pinçait...

Peut-être faut-il alors enfoncer quelques autres portes ouvertes ? Le patronat, qui a tout de même une

septembre pour appeler à faire « preuve d'humanité » : après avoir versé quelques larmes humanistes de bon aloi, il était soudain repris d'un réflexe compulsif (à la septième phrase pour être précis) et s'exclamait : « cessons la condescendance » envers ces gens, car ils sont pour la plupart qualifiés et très travailleurs !



Un camp de réfugiés aujourd'hui en Jordanie. DR.

sont fait encore un peu plus nombreux, plus visibles pour ceux qui ont voulu voir. Cet été 2015, les cadavres des réfugiés morts contre les murailles de la forteresse Europe ont « frappé à la porte de nos consciences » (François Hollande). Voici l'Europe mise au pied du mur. « Les droits civils universels ont été jusqu'à présent étroitement liés à l'Europe et à son histoire, en tant que principe fondateur de l'Union européenne. Si l'Europe échoue sur la crise des réfugiés, ce lien avec les droits civils universels sera cassé » (Angela Merkel). Etrange climat que celui

sorte de droit de veto sur les politiques des gouvernements européens, n'a pour sa part aucune position absolue ou de principe sur l'immigration (contrairement au code du travail, par exemple, qui mérite toujours d'être voué aux flammes). La bourgeoisie dans les affaires comme en politique oscille entre les besoins économiques (à nous la main-d'œuvre pas chère) et idéologiques (vous reprendrez bien un peu de démagogie raciste ?). On a vu comment le patronat allemand a appuyé Merkel, et comment Gattaz s'est fendu d'une « lettre ouverte » en

Magie du « bon sens économique »... Les gouvernements disposent donc d'une certaine marge d'action, dans leur fantaisie proprement politicienne, en matière d'immigration. Mais pas au point de faire n'importe quoi, juste par sentimentalisme ou simple dignité. Alors que le patronat européen n'est pas assoiffé de nouvelle main-d'œuvre corvéable à merci, vu l'état de précarité dans laquelle est déjà plongée une grande partie de la population de la riche Europe, le racisme sous toutes ses facettes, y compris sous ses formes tièdes et hy-

pocrates, est plus que jamais en capitalisme un élément structurant de tout le système idéologique qui aide à diviser et rouler le bon peuple. Dans ces conditions, on se demandait quand et comment viendrait le prochain zigzag politicien des gouvernements européens « partisans de la générosité ».

### REFOULEMENT, LE RETOUR

On n'a pas attendu bien longtemps. Il est vrai que la politique Merkel-Hollande de l'été 2015 puait déjà l'hypocrisie à plein nez. Même en décrétant l'amnistie pour leurs forfaits anti-immigrés passés. En France, le gouvernement socialiste tenait déjà à faire savoir qu'il reprendrait d'une main ce qu'il donnait de l'autre, reprenant un petit numéro d'équilibre rhétorique déjà bien usé avant lui par Sarkozy. Nous accueillerons plus de réfugiés ? Oui, c'est l'humanité. Mais il y a aura la fermeté. Nous les accueillerons en nombre limité (24 000 réfugiés pour la France en deux ans...), même si bien sûr il ne saurait y avoir de quotas. Et avec moult

conditions : d'abord, si les autres pays prennent leurs « quotas » (qui ne sauraient pourtant exister...).

Ensuite, surtout, plus que jamais, nous trierons et nous sélectionnerons. Nous discriminerons entre les vrais réfugiés et les migrants « économiques ». Car crever de faim ne pouvant être un motif d'accueil, ceux-ci seront plus fermement expulsés qu'avant. Nous discriminerons entre les bons réfugiés (les Syriens ?) et les autres : les gouvernements français et allemand veulent désormais réformer et allonger la liste des

pays « sûrs », dans lesquels on estime que les droits et la sécurité des exilés sont garantis, qui peuvent recevoir un peu de menue monnaie d'aide financière de l'UE pour les accueillir, pays aussi dont ipso facto les ressortissants voire... les « traversants », ne peuvent demander l'asile ailleurs. Premiers perdants du virage humaniste de Hollande et Merkel : les Kosovars, dont les chances d'obtenir l'asile seront désormais à peu près nulles en France et en Allemagne. D'autres suivront...

Avec une telle « gauche », la droite et l'extrême-droite auraient été bien bêtes de ne pas s'engouffrer dans la brèche et de ne pas faire de la surenchère. D'où les propositions « *humanes et responsables* » à la fois, selon la figure désormais obligée du tango politicien sur l'immigration, présentées en septembre par Sarkozy : remettre en cause « Schengen » en rétablissant des contrôles importants aux frontières (et donc des contrôles au faciès, forcément) ; réduire les droits des réfugiés acceptés en créant un « *statut par définition limité dans le temps de réfugié de guerre* » ; réduire les droits des sans-papiers, par exemple en supprimant l'Aide médicale d'Etat. Sans oublier l'ultime crasse qui donne sa note parfumée à son petit paquet : « *poser la question à chacun de ces réfugiés, voulez-vous seulement vous intégrer, ou vraiment vous assimiler ?* »

Parmi ces propositions des « Républicains », il en est une particulièrement croquignollette : installer des « hot spots », des centres d'accueil des demandeurs d'asile, hors des frontières de l'Union européenne. Pour que des délégations permanentes de bureaucrates européens puissent y trier plus tranquillement la chair humaine qui leur convient et ne pas avoir à dépenser trop d'énergie pour refouler la multitude des recalés. Aux pauvres l'accueil des pauvres, et nous y ferons notre marché. C'était surenchérir sur Valls, qui venait de préciser qu'il voulait des « hot spots » aux marches de l'Europe, sur sa bordure intérieure, aux confins de l'Italie, de la Grèce, de l'Espagne ou de la Hongrie.

Mais puisque l'esprit est le même, c'est la version la plus ouvertement brutale et cynique qui tend aujourd'hui à l'emporter dans les négociations au sein de l'Union européenne. Les différents gouvernements, chacun avec la rhé-

torique adaptée à sa situation (économique et idéologique), ouvertement raciste en Hongrie, gênée et mielleuse en France, zigzagante en Allemagne, se rejettent depuis des mois des dizaines de milliers de migrants les uns vers les autres. D'où les épisodes grotesques et surtout tragiques de la querelle des quotas, des voyages en cars entre la Hongrie et la Croatie, de la fermeture de la frontière allemande.

La résultante de ces disputes en est tout naturellement un égoïsme commun : le grand retour du refoulement. Le dernier sommet européen sur la question, le 16 octobre 2015, s'est ainsi transformé en marchandage avec le gouvernement turc. Accepterait-il de faire plus d'efforts pour retenir les migrants, syriens notamment, sur son sol, en échange d'un milliard d'euros ? Au moment où nous écrivons, Erdogan faisait encore monter les enchères : trois milliards, davantage de visas européens pour les citoyens turcs. Et combien de livres de chair kurde ? Pendant ce temps, combien de négociations dans l'obscurité, entre les gouvernements européens et la Jordanie, le Liban, le Sud Soudan, l'Égypte, pour garder les réfugiés au plus loin des portes de l'Europe ?

### LA PAROLE AUX MIGRANTS

On les trie, on les troque, on les marchande, on en prend un, on en refoule dix.

Quand ils arrivent, à force de courage et de souffrances, à mettre le pied sur le sol européen, à imposer l'évidence de leur présence, les gouvernements ont un fil rouge dans leur politique : les faire taire. Il s'agit toujours de les empêcher de se regrouper, de s'organiser, d'exister collectivement. Car les migrants doivent être « traités » au cas par cas, qu'ils soient logés ou non, soignés ou matraqués, régularisés ou expulsés. C'est l'idée directrice de toutes les opérations policières de démantèlement des campements de migrants à Paris ou ailleurs, quelle qu'en soit l'issue plus ou moins brutalitaire : disperser.

C'est la logique de la gestion bureaucratique du genre humain de nos gouvernements. Elle pose une question simple à celles et ceux qui veulent apporter une solidarité politique aux migrants : comment les aider à s'organiser collectivement ? □



# Tunisie : le prix Nobel de la paix sociale

PAR WAFA GUIGA

*C'est le « quartet » composé de l'UGTT (la centrale syndicale hégémonique), de l'UTICA (syndicat patronal), de la LTDH (Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme) et de l'Ordre des avocats qui s'est vu décerner, le 9 octobre, le prix Nobel de la Paix 2015. Le « dialogue national » pour lequel elles sont récompensées s'est pourtant accompagné d'un cortège d'attaques contre les libertés publiques ainsi que les conditions de travail et d'existence des couches populaires.*

« **N**ous avons réalisé un miracle avec le dialogue national ». Ce n'est pas Wided Chammaoui, la patronne des patrons, qui le dit. C'est Jilani Hammami, porte-parole du Parti des travailleurs, principale composante du Front Populaire, pour expliquer les raisons de l'attribution du prix Nobel de la paix au « quartet ». Cela révèle bien l'état d'esprit largement partagé parmi les dirigeants des organisations de gauche en Tunisie.

Suite à l'assassinat de deux dirigeants de la gauche tunisienne et face à la montée réelle de la violence politique, ce quartet invraisemblable s'est formé et le « dialogue national » a été lancé en septembre 2013, à l'appel de l'UGTT, en se donnant comme tâche d'assurer la « transition démocratique » en Tunisie dans un climat le plus pacifique possible. Ce quartet a notamment assuré des médiations entre organisations politiques et établi une feuille de route fixant les délais de finalisation de la nouvelle Constitution et d'organisation d'élections. La Constitution a bien été adoptée, les élections ont eu lieu, et cela en ayant entre-temps convaincu les islamistes de céder le pouvoir à un gouvernement de « technocrates » pour la période de transition. Sur ces terrains, on peut dire que le quartet a atteint ses objectifs affichés.

## MULTIPLICATION DES VIOLENCES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Mais la violence politique, c'est l'Etat lui-même qui l'a poursuivie : le gouvernement s'est appuyé sur la pré-

sence réelle de groupes terroristes pour faire passer tout un arsenal de lois liberticides : une loi antiterroriste prévoyant la peine de mort – alors qu'un moratoire est observé depuis 1991 ; la possibilité de maintenir un suspect en garde à vue pendant 15 jours sans voir un avocat ; le recours

sociales.

En fait, ces lois et pratiques, qui n'ont aucunement prouvé leur utilité dans la lutte contre le terrorisme, portent essentiellement atteinte aux libertés politiques et syndicales. Ainsi, les procès et condamnations à de la prison ferme se sont multipliés contre



Les représentants du quartet, reçus le 19 octobre 2015 à l'Élysée. DR.

simplifié aux écoutes téléphoniques ; une définition extrêmement floue du mot « terroriste » ; et la déclaration de l'état d'urgence suite à l'attentat de Sousse en juin 2015, dispositif maintenu pendant trois mois. Historiquement, l'état d'urgence, qui limite notamment les droits syndicaux en interdisant les grèves et manifestations, avait été instauré par Bourguiba pour réprimer les mobilisa-

des militants ayant participé aux mobilisations de 2010-2011 qui ont chassé Ben Ali. Onze militants de Sidi Bouzid, qui avaient organisé et participé à des manifestations en 2011, viennent ainsi d'être condamnés à huit mois de prison ferme chacun. En même temps, de nombreux tortionnaires de l'ancien régime ont été blanchis par la justice, dans le cadre plus large du retour en grâce des dirigeants



de l'ancien RCD qui ont progressivement repris du service dans l'appareil d'Etat. Les cas les plus emblématiques sont ceux d'Ali Seriati, dernier directeur de la Sûreté sous Ben Ali et Rafik Haj Kacem, son dernier ministre de l'intérieur. Tous deux avaient été arrêtés en 2011 et condamnés à 20 et 15 ans de prison respectivement. En plein « dialogue national », en avril 2014, leurs peines ont été réduites à 3 ans et ils ont été libérés.

Les témoignages sur des actes de torture dans les postes de police et les prisons augmentent. Pour le seul mois d'avril 2015, l'Organisation tunisienne de lutte contre la torture a enregistré trois morts et onze victimes de tortures dans les prisons tunisiennes. La police se déchaîne de façon systématique sur les militants dans les manifestations syndicales et politiques de gauche. Des instituteurs mobilisés depuis le mois de juin sur leurs conditions de travail, la reconnaissance de leurs diplômes et leurs salaires ont été agressés par la police dans les manifestations et pendant les occupations qu'ils ont organisées dans les locaux du ministère de l'Education nationale puis du rectorat de Tunis.

Autre exemple, celui de la loi de réconciliation économique, approuvée par le gouvernement le 14 juillet 2015, qui prévoit de blanchir les hommes d'affaires et hauts-fonctionnaires corrompus du temps de Ben Ali. En réaction à cette loi, militants syndicaux et politiques ont lancé la campagne : « Je ne pardonne pas ! ». Des manifestations organisées en septembre ont été fortement réprimées. Plusieurs militants ont été arrêtés pour y avoir simplement appelé sur les réseaux sociaux. Plusieurs manifestants ont été arrêtés, d'autres ont été agressés, dont un dirigeant de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET) qui a dû être hospitalisé plusieurs jours pour des blessures graves. Enfin, la police et la justice s'en prennent bien plus aux jeunes non jeûneurs pendant le ramadhan, aux femmes et aux minorités sexuelles, qu'aux terroristes. En même temps, la menace terroriste sert évidemment d'alibi pour renvoyer les revendications sociales aux calendes grecques.

Par contre, pour porter des coups aux droits des travailleurs, le temps et l'énergie ne manquent pas. Sous le

gouvernement du « technocrate » Jomaa puis avec l'actuel gouvernement Nidaa-Nahdha, un certain nombre d'accords internationaux ont été signés et de conditions du FMI acceptées, dont un nouveau plan d'ajustement structurel comprenant des suppressions de postes dans la fonction publique, une augmentation de l'âge de départ à la retraite et la privation d'entreprises publiques.

Ayant obéi aux règles du jeu impérialiste, l'Etat Tunisien n'a pas attendu le comité Nobel pour avoir sa récompense : les organisations garantes de l'ordre capitaliste ont de nouveau ouvert le robinet des emprunts. En décembre 2014, un responsable du FMI a déclaré que « *La Tunisie a accompli une transition politique réussie* » et que « *l'économie tunisienne a fait preuve de résilience* »<sup>2</sup>, en même temps qu'il annonçait que le FMI venait de débloquer une nouvelle tranche du prêt de 1,7 milliard de dollars accordé à la Tunisie en 2013. Tant pis pour les générations futures qui devront les rembourser au prix fort et tant pis pour la dégradation des droits économiques et sociaux, condition préalable à ces emprunts<sup>3</sup>. Le même responsable du FMI prévient cependant : « *il est impératif d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles pour améliorer le climat des investissements et entraîner une croissance plus forte et plus solidaire : les priorités absolues sont l'approbation par le parlement des lois sur la faillite, la concurrence, et les partenariats public-privé.* »

#### AU NOM DE « L'INTÉRÊT NATIONAL »

C'est donc dans ce climat général de recul des droits sociaux et économiques ainsi que des libertés démocratiques que s'est déroulé le « dialogue national ». Que le patronat y ait pris part, cela ne surprend pas. Mais les avocats et la LTDH s'y sont associés. Avant 2011, ils s'étaient sincèrement engagés contre la dictature de Ben Ali. Aujourd'hui, ils semblent prêts à accepter une pacification de la société aux dépens des travailleurs, y compris par le retour d'un Etat fort qui réprime les mobilisations sociales. De ce point de vue, ils sont assez bien représentatifs de l'état d'esprit de la petite-bourgeoisie qui ne souhaite pas que le peuple entre avec ses mains sales et ses revendications matérielles dans l'arène politique. Le prolétariat déstabiliserait trop l'ordre

précaire qui s'établit ! Ils étaient donc naturellement prêts à une alliance avec la bourgeoisie et ses représentants, espérant gagner en échange le maintien d'une démocratie formelle. Triste illusion, quand on voit toutes les atteintes aux libertés depuis le début du « dialogue national ».

Pire encore est l'association de l'UGTT avec le patronat dans cette entreprise, à un moment où les antagonismes de classe sont pourtant criants. Au nom de « l'intérêt national », elle a laissé les travailleurs en lutte orphelins d'une organisation qui défende leurs intérêts contre ceux du patronat. Dans de nombreuses mobilisations, la centrale syndicale était absente quand elle ne s'est pas désolidarisée des travailleurs et syndicats locaux en lutte. Elle n'a notamment pas condamné les violences qu'ils ont subies. La déclaration de Sami Tahri, secrétaire général adjoint et porte-parole de l'UGTT, résume très bien l'orientation de la centrale : « *ce Nobel, ça va aider tout le monde à dépasser son intérêt personnel pour enfin contribuer à l'intérêt national.* »<sup>4</sup>

Le prix Nobel est donc venu récompenser cette normalisation ayant empêché un mouvement d'émancipation d'aller jusqu'au bout de ses possibilités et étouffé jusqu'aux revendications les plus élémentaires. Rien d'étonnant, c'est ce même prix qui avait récompensé un Arafat ayant trahi l'aspiration du peuple palestinien à l'émancipation. La cause palestinienne ne s'en porte franchement pas mieux, depuis ! On comprend bien que l'UGTT n'a pas été « nobélisée » pour avoir unifié les luttes des travailleurs qui se battent pour leur dignité. Bien au contraire, elle l'a été pour avoir contribué à faire régner une paix sociale contre l'intérêt des travailleurs. Quant à la déclaration de Jilani Hammami, elle montre que la gauche politique en est elle aussi au même point, de plus en plus engluée dans des logiques institutionnelles, déconnectée des revendications et des préoccupations des travailleurs. □

1 Débat sur la chaîne France 24 (arabe), le 9 octobre 2015.  
2 Déclaration à la presse du Directeur général adjoint du FMI et Président du Conseil par intérim, le 12 décembre 2014.  
3 Notamment : réforme budgétaire, réforme des entreprises publiques, réforme du code de l'investissement, « pacte social » entre patronat et syndicats. Voir par exemple le rapport du FMI n° 14/277.  
4 Interview publiée le 9 octobre 2015 sur lepoint.fr

# Pourquoi la Russie bombarde-t-elle en Syrie ?

PAR ERIC RUDER

*Le déclenchement des frappes aériennes russes en Syrie a ouvert une nouvelle phase dans le conflit. Cet article, qui en analyse le contexte et les conséquences, est repris du site de l'ISO étatsunienne (texte original <http://socialistworker.org/2015/10/05/why-is-russia-dropping-bombs-in-syria>, traduit par Jérôme Beuzelin)<sup>1</sup>.*

**L'**intervention russe dans la guerre civile en Syrie ouvre un chapitre inquiétant dans un conflit qui a déjà coûté des centaines de milliers de vies et éparpillé plus de dix millions d'habitants dans et hors les frontières du pays.

Vladimir Poutine a dépeint l'entrée de la Russie dans le conflit comme « une coalition anti-hitlérienne », aux côtés des États-Unis et des autres pays occidentaux, contre les forces de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EI) qui contrôle la Syrie orientale.

Cependant, les premières frappes russes, le 30 septembre, ne ciblaient pas l'EI mais d'autres groupes rebelles, qui ont combattu dernièrement sur deux fronts : contre le régime syrien du dictateur Bachar al-Assad et contre l'EI. Depuis, des rapports se multiplient, faisant état de civils tués sous les bombes russes.

Ces premières frappes ont non seulement révélé le véritable objectif de Poutine – renforcer le régime d'Assad, dernier allié significatif des Russes dans la région – mais également jeté une lumière crue sur la possibilité d'une confrontation musclée entre les Etats-Unis et la Russie, malgré les efforts des deux puissances nucléaires pour éviter d'entrer en conflit. Pour sa part, le gouvernement étasunien, ennemi proclamé du régime d'Assad [...] n'a jamais fourni aux rebelles de soutien suffisant pour affronter l'armée syrienne.

L'entrée de forces armées russes aux côtés du régime a en réalité laissé le gouvernement US totalement à court de solution – et pendant ce temps, le bilan humain s'alourdit.

Ainsi la réémergence de l'affrontement entre empires rivaux de Russie et des Etats-Unis vient aujourd'hui s'ajouter comme une couche supplémentaire aux

multiples conflits qui ravagent aujourd'hui la Syrie. Les racines en remontent à l'insurrection populaire contre Assad, inspirée des luttes du Printemps arabe de 2011 et des révolutions en Tunisie et en Egypte.

Là où d'autres dictateurs furent balayés, Assad put contre-attaquer, massacrant des manifestants pacifiques, forçant la militarisation du conflit et dressant le portrait d'une résistance toute entière aux mains des Etats-Unis, d'Israël et/ou de groupes rebelles sunnites décidés à éradiquer les Chiïtes et les autres minorités religieuses. Pour contribuer à diaboliser son opposition, Assad a cyniquement relâché des extrémistes sunnites de ses prisons, faisant le pari que ces combattants s'attaqueraient aux mêmes forces démocratiques que lui, tout en servant simultanément d'ennemi parfait à désigner aux fins de rassembler du soutien.

## UN AFFRONTEMENT À TROIS

Le conflit en Syrie est en réalité un affrontement à trois entre le gouvernement d'Assad, des forces rebelles de différentes origines et l'EI. S'y ajoutent celui des kurdes syriens à la fois contre l'EI et la Turquie, ainsi que des escarmouches incessantes entre diverses factions armées rebelles ou djihadistes, aux soutiens tout aussi divers, des Etats-Unis à l'Iran, en passant par l'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe. Dorénavant, avec les frappes aériennes russes en couverture, les troupes iraniennes pourront rejoindre les combattants du Hezbollah aux côtés des forces gouvernementales syriennes, dans une escalade militaire destinée à rendre le pouvoir au gouvernement central [...]

Depuis le début du soulèvement syrien, en 2011, les représentants US ont publiquement déclaré que toute solution po-

litique au conflit ne pouvait qu'entraîner la destitution d'Assad. Mais tant les Etats-Unis qu'Israël sont soucieux de préserver l'appareil d'Etat syrien. La raison en est simple : du point de vue de l'impérialisme occidental, toutes les autres options sont pires.

En 2012, la Russie aurait selon certaines sources proposé un départ négocié du clan Assad. Avec le régime apparemment sur le point de tomber, les Etats-Unis et les autres puissances occidentales ont rejeté cette offre, et passé leur temps à promouvoir les forces politiques et militaires qu'elles pensaient à mêmes de faire émerger un régime post-Assad stable.

Mais ce dernier réussit contre toute attente à tenir, par la répression la plus féroce et violente qui soit : barils de TNT largués des airs et autres tactiques de terre brûlée, dévastant des quartiers et régions entières, comme avertissement à tous que la résistance serait réprimée avec une poigne de fer.

Pendant ce temps, l'Etat Islamique – produit de la guerre civile barbare dans l'Irak voisin, elle-même largement le produit de l'invasion puis occupation militaire US – s'est constitué une place forte dans l'est de la Syrie, où avaient fui des millions de sunnites irakiens persécutés. Agrégeant des restes d'Al Qaeda en Irak, EI a recruté des combattants, acquis de l'expérience sur le champ de bataille et saisi suffisamment d'armes et d'argent pour devenir une force redoutable.

Aujourd'hui, si Assad a pu s'accrocher au pouvoir, son régime ne contrôle plus que 25 % du territoire syrien, une bande de terre très peuplée dans le tiers occidental du pays – pendant que l'EI, basé à l'Est, en contrôle près de la moitié.

Ni les frappes étasuniennes contre l'EI, ni le soutien aux Kurdes et à d'autres

combattants n'ont pu changer l'équilibre des forces. Un autre volet de la stratégie de Washington – un programme de 500 millions de dollars visant à entraîner une force de 5000 combattants contre l'EI – a échoué de manière encore plus spectaculaire. Le mois dernier, témoignant devant le comité des forces armées du Sénat, le général Lloyd Austin, chef du commandement central US, a avoué que le programme n'avait jusqu'ici produit que « quatre ou cinq » combattants [...]

### FORCES ET FAIBLESSES DE POUTINE

Et c'est là que Poutine fait son entrée [...] Son coup d'audace a fortement inquiété Washington, les « faucons » aux affaires étrangères faisant pression sur Obama afin qu'il réagisse avec force aux « ingérences » poutiniennes en Syrie – comme si les Etats-Unis avaient seuls un droit inaliénable à désigner les pays autorisés à y opérer.

On se mit également à spéculer dans les médias : la Russie agissait-elle par force, faiblesse ou désespoir ? La réponse est probablement : les trois à la fois. Poutine a dans une certaine mesure été forcé d'entrer dans la partie suite au récent accord nucléaire entre les Etats-Unis et l'Iran, qui a normalisé les relations de ce dernier pays avec le reste du monde – le poussant ainsi hors de l'orbite de la Russie. Pour cette dernière, l'importance stratégique du régime Assad s'en trouve accrue d'autant.

Même si l'objectif le plus ambitieux de Poutine, celui de restaurer l'empire Russe, reste pour le moment hors de portée, son intervention syrienne lui a tout de même acquis une place à la table des discussions autour d'une éventuelle fin de partie en Syrie. Mais quels que soient ses handicaps actuels, l'emprise US sur le Moyen-Orient a été sévèrement affectée depuis sa désastreuse invasion de l'Irak en 2003, et l'occupation qui s'en est suivie.

En renversant Saddam Hussein, la guerre a bien donné un début de régime fantoche pro-US, mais elle n'aura ensuite abouti qu'à une retraite humiliante des troupes combattantes en 2011 et à un renforcement involontaire de la domination régionale de l'Iran. Al Qaeda, qui n'existait pas en Irak avant l'invasion étatsunienne, a proliféré au sein de la résistance à l'occupation, et ré-émergé de la guerre civile et religieuse attisée par les Etats-Unis sous la forme de l'Etat Islamique [...]

Le dernier coup de force de Poutine en Syrie est révélateur de l'affaiblissement du pouvoir US. Quelques-unes des réalisations de Poutine sont résumées ainsi par Ross Douhat, chroniqueur au *New York Times* : « Son annexion de la Crimée a par exemple soulevé pour Moscou une foule de nouveaux problèmes, à court et à long terme. Mais elle a également par un précédent significatif, posé des limites à la puissance américaine et occidentale. Contre-exemple à la première guerre du Golfe, elle a démontré que les frontières reconnues pouvaient toujours être redessignées par la force. Ses machinations syriennes, de la même manière, n'ont pas restauré le contrôle du régime d'Assad sur ce pays malheureux. Elles n'en ont pas moins tendu à prouver que la ligne américaine "Assad doit partir" n'est qu'un bluff vide de contenu, et qu'un régime peut franchir les lignes rouges tracées par Washington et néanmoins perdurer. »

### LES LIMITES D'UNE ANALOGIE

L'intervention russe en Syrie montre également les limites de l'analogie historique avec la « guerre froide » entre les Etats-Unis et l'URSS, à laquelle se sont référés des commentateurs de tous horizons.

*The Economist*, par exemple, réclame la reprise d'une offensive américaine, plus énergique et musclée, de la Syrie jusqu'en Afghanistan. « Même si tout cela ne relève encore que du théâtre politique, la Russie mène tout de même à sa plus grande offensive au Moyen-Orient, jusqu'ici domaine de l'Amérique, depuis que l'Union Soviétique en avait été évincée dans les années 70, » argumente le magazine.

Au même moment, Patrick Cockburn, chroniqueur au journal *The Independent* et expert du Moyen-Orient, célébrait le retour de la Russie dans le grand jeu diplomatique : « La guerre froide entre les Etats-Unis et les Soviétiques, et la compétition globale qui l'accompagnait, bénéficiait à la plus grande partie du monde. Les deux superpuis-

sances s'efforçaient de soutenir leurs propres alliés et de prévenir le développement de tout vide politique que son adversaire pourrait exploiter. On ne laissait pas s'enkyster des crises comme aujourd'hui, car les Russes, comme les Américains étaient conscients du danger à les voir leur échapper totalement et provoquer une crise internationale. »

La vérité est que ce face-à-face entre superpuissances menaçait à l'époque le monde d'anéantissement nucléaire, et que la « compétition globale qui accompagnait » cette menace était loin



Le 20 octobre 2015, Poutine reçoit Assad au Kremlin. DR.

d'être positive pour les pays où elle se déroulait. Tout cela mis à part, le désir de voir revenir cet affrontement est fondé sur l'illusion d'un retour vers le passé, et passe par pertes et profits les morts et destructions occasionnées par l'escalade du conflit au présent [...]

Le vieux slogan « Ni Washington ni Moscou » est redevenu pertinent. Comme l'a écrit le révolutionnaire syrien Joseph Daher : « Il peut y avoir des contradictions entre différents acteurs régionaux, mais à la fin, les États-Unis voudront toujours maintenir un statu quo impérialiste au Moyen-Orient, puisque leur intérêt pour la région reste entier. C'est pourquoi nous devons nous opposer à tous les impérialismes (Etats-Unis, Russie ou autres), et à toutes les puissances sous-impérialistes (Arabie Saoudite, Iran, Qatar et Turquie) parce qu'ils sont tous opposés aux intérêts des classes populaires, et ne pas en choisir l'un contre l'autre en pensant viser le moindre mal. » □

Le texte a été réduit pour les besoins de sa publication (coupes indiquées entre crochets). Les intertitres sont de notre rédaction.

## LES RÉVOLUTIONS ARABES ET L'ENVIRONNEMENT

## « Le peuple veut l'eau au robinet »

PAR LUIZA TOSCANI

*Les questions environnementales ont été une des causes, un des ferments des soulèvements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, même si elles ne sont apparues qu'en filigrane au début des révolutions et sont longtemps restées contenues dans la revendication de « dignité ».*

**P**ourtant, plusieurs manifestations avant et dès le début des soulèvements sont à mettre directement en lien avec les questions environnementales.

Les populations qui se sont soulevées dans la région de Tinghir au Maroc, en décembre 2010, l'ont fait dans une région où se mène une lutte de longue haleine contre la pollution due à l'exploitation d'une mine d'argent. Celles de Redeyef, dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie, se sont révoltées en 2008 en revendiquant l'emploi et en se plaignant de la pollution due aux phosphates. A La Skhira (Tunisie), en 2010, les populations excédées par la pollution émanant de la zone industrielle se sont spontanément solidarisées des chômeurs qui manifestaient pour l'emploi et les ont protégés des poursuites policières. La sécheresse de cinq années dans la Jazira, en Syrie, a poussé à l'exode vers les villes d'autres régions des milliers de personnes qui nourrissent du ressentiment envers le traitement de la question par les autorités.

La contre-révolution et ses menées militaires ont amplifié les problèmes de pollution – que l'on pense aux bombardements chimiques du régime en Syrie ou aux ravages écologiques créés par les menées de l'Etat islamique en Irak.

La question écologique est donc intrinsèquement liée au soulèvement arabe. L'article qui suit n'aborde que l'aspect des luttes menées entre 2011 et 2015 dans cette région, des luttes qui n'ont jamais existé avant les révolutions, en tout cas à cette fréquence, et qui se caractérisent par leur caractère populaire et massif.<sup>1</sup>

## LES LUTTES

Seront abordées ici principalement les luttes à l'initiative des populations et non les combats de la société civile.

Cette dernière existe principalement dans les capitales, or l'essentiel des luttes sont menées dans les régions et quartiers périphériques.

La majorité des luttes sont dues à la pollution de l'air, de la nappe phréatique, des rivières, de la mer, ou du sol. Les responsables contestés sont des sociétés nationales (Compagnie des phosphates de Gafsa, Groupe chimique tunisien, *Oil Refineries and Petroleum Industries Company* (Oman), Société des pétroles du Nord (Kurdistan d'Irak), Office chérifien des phosphates (Maroc), Société des mines d'Imider, filiale de Managem, appartenant à l'Omnium nord-africain, fusionné avec la Société nationale d'investissement, propriété de M6 (Maroc), Electricité du Liban, ou des sociétés privées qu'elles soient locales ou étrangères.

C'est Lafarge (France) qui détient la cimenterie de Bazyan au Kurdistan irakien où les populations manifestent, c'est Titan (Grèce) qui pollue à Wadi Al Qamar en Egypte, comme Geshiri (Israël) à Tulkarem (territoires occupés) et Dualex (Canada) à Ouled Nsir (Tunisie). Les luttes se déploient aussi contre l'absence de décharge (Djerba, 2011-2015) ou d'organisation du tri (Beyrouth, 2015).

Viennent ensuite celles qui se mènent contre des projets considérés comme polluants ou dangereux. Les barrages parfois prévus dans un pays tiers déclenchent des mobilisations locales : le barrage d'Ilizu en Turquie est contesté en Irak, celui de la Grande Renaissance sur le Nil en Ethiopie l'est en Egypte. D'autres barrages remis en cause sont prévus dans le pays même : le barrage Merowee et celui de Kajbar au Soudan, les barrages sur les fleuves Karoun et Kharkhe au Khouzestan d'Iran, celui de Darbandikhan au Kurdistan d'Irak. Les projets de sites et installations nu-

cléaires sont contestés à Mafraq et Qusayr Amra (Jordanie), ainsi qu'à Dabaa (Egypte). Les projets d'exploitations de gaz de schiste sont rejetés par la population à In Salah (Algérie) et Kairouan (Tunisie). Les projets de décharge industrielle sont refusés à Oudhreh (Tunisie).

Ces projets sont souvent le fait de sociétés étrangères : Alstom pour le barrage Merowee au Soudan, Shell



A In Salah (Algérie), manifestation contre l'exploitation du gaz de schiste. DR.

pressenti pour exploiter le gaz de schiste en Tunisie, BP à Idku en Egypte. Des sociétés nationales sont présentes en position minoritaire, comme la Sonatrach dans le projet d'exploitation du gaz de schiste en Algérie. A Jradou, en Tunisie, le projet de centre de déchets industriels et spéciaux (suspendu suite à la mobilisation) devait être financé aux deux tiers par la banque publique allemande *Kreditanstalt für Wiederaufbau*.

La dynamique d'auto-organisation des populations dans les premières phases des processus révolutionnaires a amené partout ces dernières à prendre en main le nettoyage de leurs zones. Des projets environnementaux citoyens les prolongeant ont vu le jour principalement en Libye et en Syrie, à l'initiative des populations, comme *Cleaning up Libya* ou *15th Garden* en Syrie, le second étant lié également à la survie alimentaire dans des zones urbaines libérées-bombardées. Les questions écologiques sont posées en Syrie dans les zones administrées par les populations. Dans la même dynamique s'inscrivent les projets d'agriculture biologique à Tulkarem dans les Territoires occupés.

### LES MILITANT(E)S

Les luttes sont menées par des populations locales victimes de problèmes de santé (affections respiratoires, cancers, infertilité, malformations à la naissance, taux de décès supérieurs aux moyennes nationales),



parfois en alliance avec des secteurs de la petite-bourgeoisie. Ainsi les agriculteurs d'Al Houd Musallas (Égypte, 2012), Arabes d'Iran (Ahvaz, février-avril 2015), les agriculteurs lésés par le barrage et déplacés à Amri (Soudan, 2015), ceux d'Ajloun en Jordanie (2011) contre le déversement de déchets dans la nappe phréatique par un pressoir d'olives, les agriculteurs de Taroudant (Maroc 2013), les agriculteurs et éleveurs de bétail d'Aïn

Taoujdate (Maroc, 2012) et ceux d'Ouled Nsir (Tunisie 2013). Ou encore les pêcheurs de Sitra (Bahreïn, 2014), d'Idku (Égypte, 2011), de Port Saïd (Égypte, 2015) et de Gabès (Tunisie, 2015), qui voient leurs revenus compromis par la pollution de la nappe phréatique, des fleuves et de la mer en raison des déversements de déchets industriels.

Exceptionnellement, il y a une convergence ponctuelle d'intérêts avec des secteurs du patronat dans les régions touristiques (Jerba, Tunisie). La grève générale appelée par l'UTICA s'est alors concentrée sur les détritiques, pas sur l'usage intensif du quad!

L'alliance ou l'implication des chômeurs, organisés ou non, est une donnée profonde et révélatrice de ces luttes.

A Bazyan (Kurdistan d'Irak), Imider (Maroc), Liwa (Oman), Gafsa, Gabès et Skhira (Tunisie), ou encore Ahvaz (Khuzestan d'Iran), les manifestants revendiquent en même temps des emplois et la fin de la pollution. Parfois il y a convergence des luttes comme à In Salah (Algérie), où le Collectif des chômeurs est partie prenante de la lutte contre l'exploitation du gaz de schiste. C'est d'ailleurs souvent dans des régions très marquées par les mobilisations de chômeurs que se sont développées des luttes contre la pollution, parfois décalées dans le temps – ainsi à Jaalan Bou Ali (Oman).

Ces luttes se mènent rarement contre les travailleurs, même quand elles exigent la fermeture ou le déplacement d'entreprises polluantes. L'implication de la classe ouvrière organisée est faible du fait qu'elles partent des lieux d'habitation et non des lieux de travail. Toutefois, des sections syndicales locales soutiennent parfois des revendications liées aux dommages créés par la pollution, comme à Gabès, ou l'union régionale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) revendique et manifeste avec la population pour l'ouverture d'un CHU en raison des maladies particulières dues à la pollution dans la zone industrielle. Mais la direction de l'UGTT, comme celle de l'UGTA en Algérie (et sa Fédération nationale des travailleurs du pétrole, gaz et chimie) ont pris position en faveur de l'exploitation du gaz de schiste. En Tunisie, la Fédération nationale de l'électricité et du gaz s'est prononcée contre.

Ces luttes sont d'autant plus menées par des femmes qu'il y a des processus d'occupation : c'est le cas à Imider (Maroc), où les populations occupent depuis cinq ans le Mont Alban pour protester contre l'exploitation de la mine d'argent, à In Salah (Algérie) où la population occupe depuis janvier 2015 la place de la ville contre l'exploitation annoncée du gaz de schiste.

L'enfance joue un rôle notoire : 15 000 écoliers refusent d'aller à l'école pendant deux jours (en mai 2010) et manifestent à Umm Al Hayman (Koweït), ils et elles font la grève de l'école pendant une année à Imider (Maroc), viennent masqués à l'école à Jaalan Bou Ali (Oman) pour protester contre la pollution due à une usine d'huile de poissons, manifestent à Borj Al Saada (Gaza) contre la pollution due à une imprimerie proche.

Enfin, ces luttes recoupent parfois celles de groupes opprimés. C'est en arborant le drapeau berbère que la population d'Imider revendique des emplois et la fin de la pollution. Les Palestiniens de Tulkarem ne veulent plus être la décharge d'Israël et exigent la fin de l'occupation, ceux d'Al Aisawiya à Jérusalem Est (2014) réclament l'ouverture des entrées de la ville et la fin de la pollution. Les Arabes de Qalansiwa, Al Tiba et Shaar Efraïm (sur le territoire de l'État d'Israël ou en Cisjordanie occupée) exigent la fermeture de l'entreprise de déchets Sharonim, les Arabes d'Iran lient leur combat pour l'emploi et l'environnement à celui de leur minorité opprimée que le pouvoir compte supplanter à terme par des éléments persanophones.

### DYNAMIQUE DES LUTTES

Il s'agit de luttes spontanées, qui privilégient les manifestations, sit-in, chaînes humaines, blocages de route, occupations, les marches, les grèves, et parfois des blocages de la production ou des sabotages (couper les conduites d'eau qui approvisionnent les mines), comme à Imider (Maroc) ou Al Barka (Tunisie), et recourent à des actions symboliques comme le port de masques à Safi ou Kuneitra (Maroc) et Jaalan Bou Ali (Oman).

Lors des occupations, il y a construction de tentes (In Salah, Algérie), et

parfois de logements en dur (Imider, Maroc). Elles se veulent autonomes et démocratiques. Les luttes se mènent là où vivent les populations, ou bien à proximité de la source de pollution, plus rarement devant les lieux symbolisant la responsabilité des autorités ; et dans ce dernier cas, il s'agit le plus souvent des autorités locales, dont le départ est parfois exigé. Le pouvoir central est en général épargné et il est rarissime que les manifestants se déplacent dans les capitales pour se faire entendre.

Pourtant, à deux reprises en 2015, des combats environnementaux entraînent une crise gouvernementale : la crise de déchets à Beyrouth met en cause l'incurie, la corruption au plus haut niveau et il n'est pas rare d'entendre les manifestants scander « le peuple veut la chute du régime » ; les manifestations d'août 2015 en Irak, parties notamment de Bassora, une région dévastée au niveau environnemental, imposent au régime des réformes politique.

Les revendications s'inspirent largement des slogans et modes de luttes des révolutions arabes, dont elles sont partie prenante : « Pollution dégage », « Le peuple veut... » (Beyrouth, 2015), « Le pain, la liberté et l'eau au robinet » (Mahmoudiya, Egypte, 2014), les occupations se font parfois sur les places, comme celle d'In Salah (Algérie) rebaptisée par les occupants « *Sahat Es Somoud* », Place de la Résistance.

Les mobilisations de la petite-bourgeoisie agricole mettent en avant des revendications locales, mais rien qui aille dans le sens d'une réforme agraire. Celles de leurs luttes qui mettent en cause des responsabilités de compagnies étrangères n'incriminent pas d'abord « l'impérialisme » ou le « néocolonialisme », mais les pouvoirs locaux. Les Manasir accusent le pouvoir soudanais d'avoir été soudoyé par Alstom pour la construction du barrage Merowee, mais c'est à ces derniers qu'elles s'adressent pour résoudre les problèmes.

Cela a pour conséquence qu'une minorité de luttes s'accompagnent de propositions de solutions alternatives. Parmi les exceptions, on trouve

les combats contre les barrages qui préconisent le recours à l'énergie solaire en lieu et place de l'énergie électrique ou nucléaire.

Comme plus généralement les processus révolutionnaires arabes, ces luttes sont rarement coordonnées, que ce soit à l'échelon national ou au niveau arabe. Une exception a été l'éphémère mais remarquée manifestation de *l'Arab Youth Climate Movement*, à Doha en 2012, lors de la tenue de la COP 18. Pour l'essentiel, ces mobilisations ne sont même pas coordonnées au niveau d'une région dans un pays. En témoignent les manifestations incessantes depuis quatre ans dans les localités des gouvernorats de Menoufiya, Mahmoudiya, Sohag, Al Sherkia, Kafr Al Sheikh, Damietta et Al Buhaira, dans le delta du Nil contre la pollution de l'eau potable et celle du fleuve : chaque village manifeste en ordre dispersé et s'adresse à l'autorité la plus proche, alors que les problèmes et leurs causes sont communs à des millions d'habitants.

Les plus anciennes de ces mobilisations se sont dotées de structures qui ont contribué à leur médiatisation. Certains combats bénéficient d'une solidarité internationale : Imider (Maroc) considérée comme une Zone à défendre (ZAD), In Salah (Algérie) qui reçoit la solidarité de militants anti-gaz de schiste au niveau international, d'ATTAC et du FSM en 2015, Tulkarem (Territoires occupés) qui est soutenue des associations pro-palestiniennes.

Les luttes menées par la société civile reçoivent généralement des soutiens au niveau international : collectif contre le gaz de schiste en Tunisie, combat antinucléaire en Jordanie mené notamment par Greenpeace, lutte contre l'implantation du barrage d'Ilizu, en Irak, qui est aussi menée en Turquie par les Kurdes et a un écho en Allemagne.

### LES RÉPONSES DES POUVOIRS

La première réponse est la répression. Des manifestations sont violemment réprimées : Damietta, (Egypte, 2011), Dabaa (Egypte, 2012), Ouad Madani (Soudan, 2012), Guellala (Tunisie, 2012), Liwa (Oman, 2013), Taroudant (Maroc, 2013), Qalansiwa, (Israël, 2013), Gabès (Tunisie, 2014 et 2015), Tulkarem (Territoires occupés, 2015), Beyrouth (Liban, 2015). Il y a des agressions physiques pouvant

entraîner la mort, des arrestations (Ouled Nsir, Tunisie, 2013) assorties de torture ou de mauvais traitement, des condamnations à de lourdes peines d'emprisonnement. A Imider (Maroc), Mustapha Ouchtoubane est condamné à quatre ans d'emprisonnement en 2011, Omar Morjane, Brahim Hamdaoui et Abdessamad Matri à trois ans en 2014. Taleb Al Maamari (Liwa, Oman) est condamné en 2014 à quatre ans d'emprisonnement et Saqr Balouchi à un an. Moussa Saïdi et ses treize coaccusés en fuite sont condamnés à dix ans d'emprisonnement (El Berka, Tunisie). Le Qatar a expulsé deux militants en 2012, en marge de la COP 18.

Les revendications sont rarement acceptées, sauf si – et c'est rarissime – un tribunal décide de leur validité (Jaalan Bou Ali, Oman). Les « solutions », quand elles existent, déplacent le problème sans le résoudre : coupures d'eau quand il y a pollution et acheminement de l'eau par camions ou obligation d'acheter de l'eau en bouteilles (Egypte, Soudan), construction d'une ville nouvelle à Liwa (Oman), éloignée des sources de pollution du port de Sohar. Parfois, les pouvoirs cèdent, puis reviennent sur leur décision, ou bien traînent, voire « suspendent » des projets.

Ces luttes, inédites dans la région par leur nombre et leur ampleur, n'ont pourtant pas suscité l'intérêt qu'aurait mérité leur remise en cause implicite ou explicite de l'extractivisme, du productivisme agroindustriel ou industriel et leur remise au centre des préoccupations de la vie humaine. Elles se sont heurtées au constat déjà blasé, amusé ou condescendant qui veut que « depuis les révolutions arabes, on manifeste pour un oui pour un non ». Dans quelques pays, comme l'Algérie, l'Irak et le Liban, des formations politiques se sont intéressées pour de bonnes ou mauvaises raisons à ces combats. Au Liban, la crise écologique est en passe de devenir réellement ce qu'elle a toujours été partout de façon potentielle : une donnée politique. □

<sup>1</sup> Pour une présentation plus détaillée et par pays de différentes mobilisations, voir Luiza Toscano, « Relevé non exhaustif de luttes écologiques menées dans la foulée des processus révolutionnaires dans les pays arabes entre 2010 et 2015 », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35958>

<sup>2</sup> Véhicule quadricycle à moteur non couvert et tout terrain, prisé dans certaines zones touristiques – et hautement polluant.

# Etat espagnol : crises et mobilisations, espoirs et questions

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Quatre ans et demi après l'irruption du mouvement des Indignés (« 15-M » en espagnol), et moins de deux mois avant les élections générales du 20 décembre, les luttes et mobilisations sociales traversent une phase de reflux mais la crise dans l'Etat espagnol ne donne aucun signe d'atténuation.

En témoigne, et spectaculairement, le projet de (quasi) déclaration d'indépendance adopté par *Junts pel Sí* (Ensemble pour le Oui, centre-droit et centre-gauche catalanistes) et l'organisation anticapitaliste CUP (Candidature d'unitaire populaire), à eux deux majoritaires au sein du nouveau parlement catalan. Ce texte, qui devrait être soumis au

vote d'ici au 9 novembre, proclame « solennellement l'ouverture d'un processus de création de l'Etat catalan sous la forme d'une république », en précisant que « ce parlement et le processus de déconnexion démocratique ne se soumettront pas aux décisions des institutions de l'Etat espagnol, en particulier à celle du Tribunal constitutionnel, qui est considéré comme délégitimé ».

On entre ainsi dans une situation où la question nationale (qui pourrait bien rebondir ailleurs) menace désormais de façon directe l'Etat et sa structure monarchique laissée en héritage par le franquisme ; et où une confrontation directe entre les Catalans et le pouvoir de Madrid devient possible si ce n'est probable.

Dans le même temps, les sondages en vue du 20 décembre réalisés au niveau de l'Etat placent le Parti populaire (droite au pouvoir) en tête, quoique toujours en fort recul par rapport à 2011, avec parfois en deuxième position Ciudadanos (Citoyens, le « Podemos de droite »), qui pourrait ainsi devancer un PSOE toujours embourbé.

De son côté, Podemos a perdu la moitié de ses intentions de vote depuis le début de l'année, quand les enquêtes le plaçaient en tête. Pour partie, cette chute est un résultat de sérieux problèmes d'orientation, ainsi que de méthode de la part du groupe dirigeant

localisées et pour l'essentiel isolées. Le mouvement plus important et ayant eu une dimension « étatique », celui des travailleurs précaires de Telefónica-Movistar (voir note ci-dessous), n'a pas non plus inversé la tendance même s'il a engrangé une série de gains.

Ce dossier, construit grâce à des contributions de camarades d'Anticapitalistas (Revolta Global en Catalogne) et du NPA, vise à donner des éléments de compréhension d'une situation qui reste aussi complexe que mouvante. Il s'ouvre avec un texte, envoyé depuis Madrid par Manuel Garí, offrant une vision générale des processus à l'œuvre depuis la « Transition » post-franquiste.

Deux articles consistants d'Antoine Rabadan présentent et analysent ensuite, d'une part, les mouvements et mobilisations issus du 15-M, d'autre part, « l'objet politique » Podemos. Un mot sur la densité des notes figurant à la fin du second article : elles ne sont pas indispensables à sa lecture, mais seront utiles pour qui souhaitera approfondir.

Le dossier se poursuit avec le texte de bilan des dernières élections catalanes publié sur son blog par Esther Vivas (et repris ensuite par de nombreux sites et blogs de langue castillane). Il se termine par une analyse d'Emmanuel Barot, portant sur les conceptions théoriques qui inspirent les politiques de Pablo Iglesias et de son groupe à la direction de Podemos (même remarque à propos des notes finales). □

Parmi nos articles précédents :

• « Qu'y a-t-il derrière la résurgence des mouvements nationaux en Europe de l'Ouest ? », dossier du numéro 60 de décembre 2014. Dans ce cadre, l'article d'Andreu Coll, « Conflits nationaux et lutte politique dans l'Etat espagnol d'hier et d'aujourd'hui ».

• Merce Amado et Francesc Queralt, « Les esclaves de Telefónica-Movistar se rebellent », n° 68 de septembre 2015.



Le cortège andalou lors de l'arrivée et de la réunion des « marches de la dignité », le 22 mars 2014 à Madrid. DR.

« iglésiste », dont certaines pratiques apparaissent fort éloignées des aspirations démocratiques du mouvement indigné, voire peu différentes de celles des vieilles bureaucraties politiques et syndicales.

Bien sûr, un rebond ne peut être exclu. Impacté par les sondages, le groupe dirigeant tente en tout cas de réagir, notamment en insistant à nouveau sur sa filiation avec les mobilisations et revendications du 15-M. En Catalogne, au rebours de ses positions antérieures, il vient d'accepter un accord électoral avec le mouvement « En Comú » de la maire de Barcelone, Ada Colau, en laissant à celui-ci la part du lion.

Un facteur qui joue nécessairement est la faiblesse des mobilisations populaires depuis la fin des « Marches de la dignité » en mars 2014, à l'exception de l'organisation à la base du puissant mouvement indépendantiste catalan. Il y a certes eu des luttes radicales, notamment contre des licenciements et fermetures de sites (Panrico, Coca-Cola, Vodafone...), mais qui sont restées

# De la transition « modèle » à l'inespérée indignation

PAR MANUEL GARÍ

*En mai 2011, l'irruption inattendue du mouvement des Indignés a clos une longue période de recul des luttes et d'apathie politique, en ouvrant dans l'Etat espagnol une situation complètement nouvelle. L'auteur, membre de la direction d'Anticapitalistas, analyse ici le caractère et les racines de ce changement (traduction Jean-Philippe Divès).*

**L'**irruption de l'indignation lors du 15M (15 mai 2011) a débouché sur une remise en cause à une échelle de masse du modèle politique né dans la Transition post-franquiste du milieu des années 1970. Les critiques du modèle socio-économique et du régime politique n'étaient déjà plus le monopole de la gauche révolutionnaire. Des dizaines de milliers de jeunes et de moins jeunes se rassemblèrent bientôt sur les places aux cris de « nous ne sommes pas une marchandise des politiciens et des banquiers », « nous ne paierons pas cette crise », « nous ne devons rien, nous ne paierons rien », « ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie », « ils l'appellent démocratie et ça ne l'est pas ».

Avec cette rébellion s'est lézardé le consensus hégémonique sur la Transition « modèle », la qualité de la démocratie en vigueur, le rôle des partis majoritaires ainsi que de la finance et de l'économie. Trois types d'éléments y ont contribué : les effets des politiques d'austérité dérivées des orientations de l'UE, la hausse du chômage et la baisse des salaires ; les scandales financiers et les multiples cas de corruption au sein des principaux partis, en connivence avec les grandes entreprises bénéficiaires de contrats publics ; et, surtout, l'ankylose du système politique. Comme le signalait Daniel Bensaïd, « l'indignation est un début. Une façon de se lever et de se mettre en marche. On s'indigne, on se soulève, et après on voit. » Dans le cas espagnol, le mouvement a donné lieu à de nouvelles formes de lutte et de mobilisation, de nouvelles alliances et a même fini par poser la nécessité d'une intervention sur le terrain électoral.

## DE L'ILLUSION DU SOCIAL À L'ACTION POLITIQUE

Ces remises en cause ont ouvert une fenêtre d'opportunité pour initier un processus de rupture démocratique pouvant donner corps à de nouveaux processus constituants. Le résultat final était incertain et allait dépendre des changements à venir dans la conscience politique des masses et dans les rapports de forces entre les classes. Un nouveau cycle politique s'était ouvert, laissant derrière lui des années de stagnation profonde et de résistance à reculons.

Ce mouvement n'était pas organisé, mais il était massif et montrait une grande capacité d'organisation des luttes. Ce n'était pas un mouvement anticapitaliste, mais en revanche un mouvement dont la conscience radicale croissait de jour en jour. S'ouvrait ainsi la possibilité de mettre sur pied de nouvelles alternatives politico-électorales antilibérales, lesquelles se sont concrétisées, sous des formes diverses, dans Podemos et les « Candidatures municipales pour le changement », ou encore dans le développement de formations telles que les « Candidatures d'unité populaire » en Catalogne et ailleurs.

Le 20 décembre prochain se tiendront les élections législatives dans l'Etat espagnol ; un scrutin que tous les analystes politiques qualifient de fondamental, ou ayant pour le moins un caractère exceptionnel. Son importance particulière découle de ce que, pour la première fois depuis la fin du franquisme (sans compter la Communauté autonome basque et la Catalogne, qui ont leur propre système de partis, plus fragmenté et pluraliste que dans l'ensemble de l'Etat), majoritairement les

intentions de vote ne vont pas dans le sens d'un soutien aux deux grands partis qui ont jusqu'à présent alterné au gouvernement.

En 1977 et lors des scrutins suivants, jusqu'à la première victoire socialiste intervenue en 1982, les forces politiques issues du vieux régime franquiste, soutenues par les patrons et par les partis majoritaires de la gauche, eux-mêmes soutenus par les syndicats, recherchèrent une solution réformiste, sans rupture avec la dictature. Le consensus, règle d'or de la Transition, se transforma alors en un bâillon opposé à toute dissidence, à la liberté d'offrir des projets de changement social et politique de fond. Et il détermina au millimètre près les nouvelles lois et orientations en termes d'organisation territoriale, économique et politique.

Dans la mesure où les partis du régime – Parti populaire (PP), Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et leur nouvelle solution de rechange, Ciudadanos (C's, « Citoyens ») – conserveront des positions importantes, la rupture démocratique ne sera pas à l'ordre du jour du 20 décembre 2015. Mais il est certain que ces partis devront tenter d'introduire des changements institutionnels substantiels. Si Podemos peut mettre à profit cette situation, en s'appuyant sur la mobilisation populaire, si les partis indépendantistes se montrent également capables d'y répondre, le régime de la Constitution de 1978 pourrait se retrouver fissuré ; et, en cas de nouvelles mobilisations de masse, l'ouverture de nouveaux processus constituants dans l'Etat espagnol et les nationalités deviendrait possible.

Au regard de ce qui vient d'être dit, la question à poser maintenant est la sui-



vante : en quoi l'édifice construit entre 1976 et 1978 a-t-il failli du point de vue démocratique ?

### LE RÉGIME DE 1978 ET L'ABSENCE D'UN « 25 AVRIL » ESPAGNOL

Le modèle politique espagnol n'est jamais devenu un véritable système bipartite, tel que le rêvaient les réformateurs de la dictature franquiste ou les théoriciens sociaux-démocrates qui ont construit un parti à grand renfort de marks allemands. Il ne l'a jamais été du fait du vote en faveur du Parti communiste d'Espagne (PCE) puis d'Izquierda Unida (IU), mais aussi des représentations politiques, de droite ou de gauche, qui sont spécifiques aux nationalités historiques (Catalogne, Pays Basque, Galice).

Mais dans la pratique, l'alternance

cratiques et les droits syndicaux étaient rétablis, le régime bloqua leur extension. L'acceptation de la monarchie, revenue dans les bagages du franquisme et de mots d'ordre tel que celui lancé par l'eurocommuniste Santiago Carrillo, « l'amnistie en échange de l'amnésie », déboucha sur l'amnistie pour les bourreaux, l'absence de toute épuration dans les appareils de l'Etat franquiste, et produisit une rupture dans la conscience et la combativité des masses.

C'est là une différence fondamentale avec la nouvelle légitimité qui s'était installée au Portugal, après la « révolution des œillets » du 25 avril 1974 : dans l'Etat espagnol, il n'y a pas eu de « nouveau commencement » en rupture avec la dictature. Les problèmes ont été repoussés sous le tapis avec le consente-

mentement et privatisation des services publics. Les politiques social-libérales du socialiste Zapatero préparèrent ensuite le terrain pour le règne du conservateur Rajoy, sous lequel la crise débutée en 2008 a entraîné une vaste redistribution des salaires au profit des plus riches.

### LE LIEN ENTRE HIER ET AUJOURD'HUI

Le bipartisme PSOE-PP – qui avait réuni jusqu'à 80 % des électeurs – a été la clé de voûte de la vie politique espagnole. Il a assuré le maintien de la monarchie, le statut et la place d'importantes institutions de l'ancien régime qui n'ont même pas été épurées (armée, justice, police...), comme ceux du pouvoir économique et politique de l'oligarchie immobilière et financière, dont le poids est déterminant dans les orientations

de la bourgeoisie dans son ensemble. Les politiques économiques dictées par les institutions européennes, concrètement la BCE et la Commission européenne, acteurs clés des plans appliqués dans l'ensemble de l'Europe et plus particulièrement dans les pays du sud, ainsi que par le FMI, les grandes banques françaises et allemandes, ainsi que les Etats-Unis en matière de traités commerciaux, ont pu être imposées à travers la politique néolibérale du PP et celle, social-libérale, du PSOE. Elles ont provoqué une aggravation des inégalités. Pour la première fois dans l'histoire du pays, les revenus du capital sont supérieurs à ceux du travail. Au sein même du salariat, les inégalités ont augmenté entre les 5 % les mieux payés et les 50 % qui



« Nous ne sommes pas une marchandise des politiciens et des banquiers. » DR.

électorale entre la droite (d'abord avec la défunte UCD, Union du centre démocratique, dont l'explosion électorale fut contrôlée par le capital, puis à travers le PP) et le PSOE a joué un rôle essentiel afin de stabiliser le régime de la Constitution de 1978, la forme adoptée par le système politique post-franquiste pour consolider les intérêts du capital face aux aspirations des classes laborieuses. On peut dire que le PP s'est affirmé en tant qu'exécutant des plans du capitalisme, à mi-chemin entre le parti politique et le centre d'affaires, tandis que le PSOE apparaît comme un associé soumis mais moins fiable pour les intérêts du capital, ce dernier faisant appel à lui en le cooptant dans les moments difficiles et pour les tâches les plus « sales ». En même temps que les libertés démocratiques

du PSOE et du PCE. La Transition a signifié la défaite d'un mouvement ouvrier combatif et puissant, mais dont le niveau de conscience politique restait faible.

Dans les années 1980, les gouvernements socialistes de Felipe González ont consolidé les tendances les plus négatives, avant qu'elles ne soient encore aggravées sous les gouvernements du PP dirigés par Aznar dans les années 1990 et au début des années 2000 : accroissement des inégalités, maintien dans l'OTAN, entrée en force du discours néolibéral de la compétitivité, flexibilisation du travail, dilution des différences droite-gauche, désindustrialisation et tertiarisation de l'économie en fonction du rôle que le capitalisme assigne à l'Espagne dans la division internationale du travail, dé-

gagnent le moins. La métaphore des réseaux peut illustrer cette réalité. L'indice Gini, qui mesure les inégalités de revenus, s'établit à 0,347, un niveau très élevé. Selon un rapport publié récemment par Caritas – une organisation liée à l'Eglise catholique et peu suspecte d'anticapitalisme –, disposer d'un travail ne garantit en rien de sortir de la pauvreté. Selon l'Institut national des statistiques (INE), 22,2 % des Espagnols se trouvaient en 2013 sous l'indice de pauvreté. Les conséquences sont terribles : un grand nombre de familles ne parviennent plus à se chauffer, le nombre des sans-logis explose, tout comme la malnutrition dans les quartiers populaires.

Les prochaines élections législatives

viendront clore le cycle politique qui a commencé l'année où tout a changé, et qui a eu deux grands marqueurs. Le premier est celui du 15 mai 2011, avec l'irruption du mouvement des Indignés dénonçant la corruption et la non-représentativité du système politique, et exprimant ainsi la rébellion populaire face aux effets des politiques d'austérité. Cette mobilisation s'est étendue aux classes laborieuses à travers les Marées, ainsi que les nouvelles formes unitaires mises en place pour lutter contre les conséquences de la modification, par le gouvernement socialiste de Zapatero, de l'article 135 de la Constitution – lequel consacre désormais la priorité donnée au paiement des créanciers sur les dépenses sociales et l'investissement public. Le second marqueur est le fait qu'en même temps qu'ETA annonçait, le 20 octobre de cette même année, la fin de ses actions armées, les aspirations nationales non seulement ne reculaient pas mais s'intensifiaient au Pays basque et connaissaient un nouvel élan en Catalogne.

Brusquement, tout ce qui apparaissait « ficelé et bien ficelé » (pour reprendre une vieille formule appréciée du franquisme) dans la Constitution espagnole de 1978, réapparaissait tel un fantôme au bout de 33 ans ; dans un contexte totalement différent, après des années de désenchantement démocratique, de défaites des luttes et d'adaptations syndicales ; sans partis de gauche forts, mais avec l'apparition d'une nouvelle génération de jeunes – travailleurs étudiants, précaires et chômeurs – dont l'esprit n'est plus corseté par le « consensus institutionnel » qui avait servi pendant des années à désactiver les luttes et les aspirations populaires. Pour reprendre une expression de Jaime Pastor, la contradiction est devenue évidente entre le « *fondamentalisme constitutionnel* » des partis du régime et la légitimité démocratique.

Cela signifie-t-il que la probable remise en cause du bipartisme entraînera une aggravation de la crise du régime de 1978 ? Pas nécessairement, en tout cas pas de façon automatique. Cela dépendra

du résultat des élections, mais aussi du degré de réactivation du mouvement social surgi le 15 mai 2011. Une chose est sûre : rien ne sera plus comme avant dans la vie politique, parlementaire comme extra-parlementaire.

### UN RÉGIME AVEC DES FUITES

La faille la plus importante est celle de la question nationale. Les aspirations de larges secteurs des peuples basque et catalan à exercer leur droit à décider, à un auto-gouvernement sans restrictions, à faire de leurs nations des sujets politiques souverains, ne peuvent décidément plus être contenues dans le cadre du dit Etat des autonomies, la formule que le régime post-franquiste avait inventée pour éviter que les natio-



Avec Zapatero puis Rajoy, une vaste redistribution au service des plus riches. Wikimedia Commons.

nalités historiques n'exercent leur droit à l'autodétermination.

S'il est vrai que la revendication d'une simple autonomie a pris au sein de ces sociétés, après les manœuvres néocentralistes autoritaires du gouvernement Rajoy, il reste que le mouvement populaire en Catalogne et au Pays basque ne se satisfait plus des transferts de compétences à ses gouvernements autonomes, et que ses revendications tendent vers un indépendantisme de nature politique, non nécessairement lié à une « identité nationaliste ». Sur ce terrain, les blessures mal refermées

de 1978 se remettent à supputer et peuvent en venir à gangréner le corps même du régime.

Après le 15 mai 2011 et les Marées, le mouvement social n'a pas obtenu de grandes victoires, à l'exception de l'interruption des processus de privatisation de la santé publique dans certaines régions et de la mise en échec d'une série d'expulsions de logements. C'est pourquoi il a porté ses regards vers la nécessité d'une alternative électorale, ce qui a été à l'origine de Podemos.

L'avenir de cette formation n'est pas l'objet de cet article, mais sa création par Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste), aujourd'hui renommée Anticapitalistas, par un secteur des eurocommunistes (issu de la décomposition d'Izquierda Unida – Gauche unie), ainsi que par une version espagnole du populisme latino-américain (basée dans les départements de science politique de certaines universités), a marqué une véritable rupture.

Son manifeste « *Bouger les pions. Transformer l'indignation en changement politique* », a effectivement modifié la scène politique et quelques-unes de ses règles du jeu, qui étaient restées inchangées depuis des décennies. Des forces ont été accumulées, même si elles ne suffisent pas encore pour répondre à deux grands défis : en finir avec les politiques d'austérité et accomplir la rupture démocratique avec le régime de 1978. A l'actif, il y a une génération qui a porté – même de façon élémentaire – une remise en cause de l'establishment et de ses politiques. Au passif se trouve le fait que le rapport des forces entre les classes reste toujours favorable au capital.

Le mouvement des Indignés du 15 mai 2011, les Marées et les Marches pour la dignité ont signifié le retour, à la fois, de la contestation sociale et d'un intérêt pour la politique. Sans leur existence, il serait impossible de comprendre l'apparition ultérieure des nouveaux partis et plateformes de gauche, ni le moment politique actuel dans l'Etat espagnol. Comme Teresa Rodríguez, députée andalouse et militante d'Anticapitalistas, le signale en syntonie avec les gens d'en bas, « *l'heure est venue de nouveautés politiques, nous en avons besoin* ». □

# Et l'indignation retentit dans l'Etat espagnol...

PAR ANTOINE RABADAN

*La crise qui a éclaté en 2008 dans l'Etat espagnol a provoqué, par les désastres sociaux induits, un séisme politique d'où a émergé un mouvement de masse scandé en termes d'indignation. Les Indigné-e-s ont ouvert, sans parvenir à le mener à son terme, un cycle de mobilisation qui s'est confronté à une résistance tenace du système. La difficulté d'opérer une transcroissance politique de l'indignation laisse le mouvement, actuellement en reflux, à une croisée des chemins dans laquelle Podemos dit proposer une perspective de sortie radicale, conforme à l'ADN indigné.*

**L**e 15 mai 2011, à Madrid, éclatait le processus d'occupation des places dit des « Indigné-e-s », qui gagna là son autre nom, à l'espagnole, 15-M. Très vite, en quelques heures, quelques jours, le mouvement s'installait, s'élargissait à de nombreuses autres villes. Il attira d'autant plus l'attention des médias espagnols, mais aussi du monde entier, que le phénomène s'inscrivait d'évidence dans l'onde de choc du « printemps arabe », dont il recueillait l'idée de « prendre » les places, jusqu'à déboucher en septembre sur l'émergence de l'étaisunien Occupy Wall Street.

Le reflux de la mobilisation arriva assez rapidement avec la disparition de ce qui lui donnait son extraordinaire force d'attraction auprès de tant de gens, les « *acampadas* », ces célèbres campements de tentes qui permettaient d'assurer la continuité de l'occupation de Sol (Puerta del Sol de Madrid), Plaza de Catalunya (Barcelone), etc. Mais, dans l'esprit de beaucoup des acteurs du 15-M et de ceux et celles qu'il avait enthousiasmés, l'apparition de Podemos, en janvier 2014, fut la « divine surprise » que « ça » continuait.

## UNE BULLE POLITIQUE QUI SE DÉGONFLE

Depuis 2004 le parti socialiste, le PSOE, gouvernait sous la houlette de José Luis Zapatero, lequel reconduisit sa mandature en 2008. Cette année fut aussi celle de l'éclatement de la crise mondiale : dans l'Etat espagnol, elle prit de façon exacerbée la forme de l'éclatement d'une « bulle immobilière » (« *burbuja hipotecaria* ») structurellement en

prise, comme nous allons le voir, avec ce que la démocratie espagnole avait reconduit, processus de la Transition oblige, des rapports de forces, défavorables au monde du travail, forgés sous la dictature.

2011, année de l'indignation du temps de crise, a vu se dérouler deux séquences électorales. L'une, municipale (et de 13 « communautés autonomes », les régions, sur 17 + les deux villes autonomes de Ceuta et Melilla, les enclaves espagnoles au Maroc), le 22 mai, avait à voir directement, à une semaine de distance, avec le 15-M qui la prit d'emblée pour cible sous le slogan No les votes (« Ne leur donne pas ton vote »). Cela a été un coup de semonce pour les socialistes qui perdirent plus de 7 points, le vainqueur, le PP (Parti Popu-

laire, droite), en gagnant deux (à 37,54 %) et laissant le parti rival à 10 points derrière. Quant aux élections générales (au Congrès des députés et au Sénat) de novembre de la même année, elles consacrèrent l'effondrement du PSOE au profit des « populaires » (sic), la droite qui obtint la majorité absolue des députés avec désormais un écart de 15 points<sup>1</sup>.

C'est avec le leitmotiv de *Democracia Real Ya*, « Une Vraie Démocratie Maintenant », désignation associée au célèbre « Ils ne nous représentent pas », que fut lancée la journée historique de mai 2011 qui se finira, après l'immense manifestation, par l'occupation de Sol à Madrid (la célèbre place centrale de la Puerta del Sol), elle-même début en apothéose d'une vaste mobilisation nationale.

Dans la manifestation du 15 mai 2011 à Madrid. DR.





Cette initiale ligne de force démocratique de l'action de masse engagée se précisera sous forme de plateformes élaborées, en cours de mobilisation, comme conséquence des débats intenses qui se mettront en place, à travers de nombreuses commissions et plénières, dans l'acampada de Sol. Laquelle fut vite rejointe par les multiples acampadas des autres villes. Par cette critique portée d'emblée de la démocratie représentative, délibérément à une semaine des élections municipales, les Indignés bousculaient l'ordonnement consensuel qui prévalait dans le paysage politique de l'Etat espagnol depuis la Transition.

**LA DÉMOCRATIE DE LA TRANSITION CONTESTÉE**

Celle-ci-ci a organisé la sortie à froid de la dictature franquiste de 1975 (mort du dictateur) à 1978 (vote par référendum de la Constitution monarchiste parlementaire). Elle stabilisa l'édifice institutionnel par un recyclage « démocratique » de la fraction moderniste du franquisme autour du roi et du « centriste » Adolfo Suárez, qui avait été le dernier ministre du sinistre Movimiento, le parti unique du franquisme.

L'accession du PSOE de Felipe González au gouvernement en 1982 permit que soit menée à bien l'opération emblématique de l'intégration de l'Espagne à l'Europe (1986), ce qui était l'objectif central de la mutation démocratique de la grande bourgeoisie industrielle et financière : elle avait en effet lucidement pris la mesure à la fois du puissant mouvement de contestation sociale et politique qui la mettait de plus en plus en danger, et de l'impossibilité qu'un franquisme même sans Franco puisse être le vecteur de l'impérieuse nécessité, pour ses propres intérêts, de s'ouvrir à l'Europe. Toutes choses qui expliquent que les grandes fortunes de la dictature soient souvent les grandes fortunes de la démocratie actuelle.

C'est à l'intersection, d'une part, de cette histoire longue de la démocratie de la Transition et, d'autre part, des avatars électoraux de 2011 que se situe l'avènement du 15-M. Pour ce mouvement, les déplacements de majorité, depuis le retour de la démocratie, de gauche à droite et vice-versa, participent en fait de la continuité d'alternance d'un bipartisme mortifère. Une

continuité qui, à l'exception certes notable des questions dites sociétales (droits des femmes dont celui d'avorter, droit des homosexuel-le-s et donc rapport à l'Eglise), était foncièrement en consensus sur la conduite libérale-capitaliste de la société et de l'économie, à mener sous l'égide incontestée de l'Union Européenne.

**L'EFFONDREMENT DU « MIRACLE » ESPAGNOL**

C'est sur ce double fond articulé d'histoire longue et courte qu'éclata la crise de 2008 : celle-ci acquit très rapidement une envergure d'autant plus aiguë qu'elle prit à rebours, en un laps de temps extrêmement court, toute la mythologie d'un « miracle économique » espagnol, lui-même étroitement corrélé à la notion de démocratie « modélica » (modèle) ressassée médiatiquement et politiquement – un « miracle » auquel de très larges fractions de la population ont euphoriquement adhéré sans rien voir venir de la crise.

En 2006, on pouvait encore lire en introduction d'un ouvrage comme *Géopolitique de l'Espagne* de Barbara Loyer que, « [à] l'heure [des] premiers bilans [...], l'Espagne a rejoint le peloton des pays riches : le revenu par habitant s'approche de la moyenne européenne, et le dépasse dans certaines parties du territoire. Grâce aux fonds européens, les infrastructures ont été considérablement développées. Sur le plan économique, rien ne la distingue plus vraiment des autres nations de l'Union Européenne occidentale » (Armand Colin, Paris, 2006).

Au tout début de 2008, *Le Monde* titrait pourtant déjà sur « l'Etat social faible » qui caractérisait l'Espagne, dont on relevait qu'elle avait « un taux de prélèvements obligatoires faible (37 % du produit intérieur brut), des dépenses sociales les plus modestes de la zone euro (20,3 % du PIB) à l'exception de l'Irlande – six points derrière la moyenne de l'Union européenne (26,2 %) –, des salaires tout en bas de la fourchette : quasiment insensible aux changements de gouvernement, le modèle espagnol sous-tend la forte croissance des quinze dernières années ». « Quasiment insensible au changement de gouvernement... », les Indignés fe-

ront, trois ans plus tard, de ce constat le point nodal de leur critique iconoclaste du « système » !

Courant 2008 « ce fut le choc, le "Tigre" de l'Europe [qui] caracolait en tête des pays les plus dynamiques de la zone euro [se retrouve] du jour au lendemain [avec un] Krach immobilier [qui] a tout balayé sur son passage »<sup>2</sup>. On semblait découvrir soudain que « le modèle économique de l'Espagne s'est trop longtemps résumé à deux mots : soleil et bâtiment ». En 2009, l'Espagne entra en récession pour la première fois depuis 15 ans. Cette crise déstabilisa profondément non seulement les couches les plus pauvres, mais aussi beaucoup de ceux qui se sentaient appartenir aux classes moyennes et qui, dans ce qu'ils considéraient un acquis irréversible de leur statut, avaient le plus cru dans ledit miracle économique.

Le chômage explosa jusqu'à atteindre plus du double de ce qu'il était à l'entrée en fonctions, en 2004, du gouvernement socialiste, soit 21,5 %, pour 5 millions de personnes, un record depuis 1994 (on passera à 26 % pour 6 millions de personnes en 2014). Il y eut, en octobre de cette année 2011, à moins d'un mois des élections législatives, un million et demi de foyers où personne n'avait de travail ! Au bout de quatre ans de crise, le secteur clé du bâtiment avait détruit, à lui seul, près d'un million et demi de postes de travail (El País, 29/10/2011).



Taux de chômage et nombre de chômeurs en pourcentage de la population active (El País, 29 octobre 2011)

Les écarts de revenus ne cessent de s'accroître de façon spectaculaire, faisant de l'Espagne un cas à part parmi les pays développés : durant les quatre premières années de la crise, le revenu moyen des 10% les plus pauvres a baissé 7,5 fois plus que n'a baissé le revenu des 10% les plus

riches dont il est établi qu'en fait il n'a été que faiblement érodé dans cette période 2007-2011. On ne trouve pas, dans la trentaine de pays industriels composant l'OCDE, un tel impact déséquilibré de la crise, pour la période considérée ([http://economia.elpais.com/economia/2014/06/19/actualidad/1403175466\\_879515.html](http://economia.elpais.com/economia/2014/06/19/actualidad/1403175466_879515.html), 19/06/2014). Enfin, dans la période 2008-2014, les salaires, dont la moyenne était dans les années 2000 la plus basse de l'UE, ont perdu entre 1,7 et 2% de pouvoir d'achat par an. Soit une perte cumulée de 4,1%, de 7,3% selon certains calculs (Público, Los salarios han perdido un 7% de poder adquisitivo desde 2009, Madrid, 29/05/2014).

### ET LE 15-M ADVINT...

Le 15-M est à la fois le produit mécanique de ce choc économique aux conséquences sociales immédiatement ravageuses et un bouillonnant réactif à la catastrophe que représentait l'augmentation exponentielle des inégalités sociales, inégalités certes reliées à la crise mondiale mais que l'Etat espagnol avait aggravées par ses caractéristiques propres, depuis la Transition, d'Etat social d'extrêmement basse intensité. La mise en branle de la « folie hypothécaire » des années d'avant crise avait, en particulier, cherché à régler, par l'accès « de tous » à la propriété du logement, la quadrature du cercle d'une demande interne peu solvable qu'il s'agissait de transformer, via le crédit « facile », en moteur d'une profitabilité capitaliste des plus aveuglément court-termistes.

De ce point de vue, le 15-M est la première relance, à une échelle de masse, d'une mobilisation antisystème, probablement depuis la défaite du mouvement d'opposition au franquisme et du « désenchantement » démocratique général qui s'ensuivit à partir du milieu des années 1980 ; moment où le matraquage européiste accéléra le processus de déradicalisation des esprits engagé par l'adhésion du PSOE et du PCE à la monarchie parlementaire et aux pactes antisociaux de la Moncloa (1977), approuvés aussi par les principales directions syndicales (Commissions Ouvrières et, peu après, l'UGT).

Les nouveaux contestataires, que l'on a raillés parfois pour leur angélisme (quelle idée de se faire appeler

ou laisser appeler « indignés » !), reprennent en réalité quasiment tout à zéro. Dans le nécessaire travail du négatif où tous les chats de la politique et du syndicalisme sont gris de leurs compromissions avec le « système » bipartite (socialistes et bien sûr droite) ou de leur impuissance à contrer celles-ci (gauches d'alternative et syndicats de lutte), ils s'échinent à retrouver, avec tout le flou politique induit que l'on imagine, les marqueurs d'un refus radical de l'ordre, devenu un gigantesque désordre, des choses.

Ce puissant sentiment critique a été porté principalement, d'abord par une poignée de jeunes cybernautes s'élargissant rapidement, début 2011, en réseau, avec à la clé un texte d'appel à manifester le 15 mai auquel répondirent massivement, en premier lieu, de larges secteurs d'une jeunesse touchée plus violemment encore que les autres secteurs de la population par le chômage : celui-ci atteignait, pour les moins de 25 ans, le record de 50,5 % (chiffre Eurostat de 2012), « un chiffre un peu plus élevé que celui de la Grèce et plus du double de la moyenne de l'ensemble de l'Union Européenne, située à 22,4 % » (J.M. Antentas et E. Vivas, *Planeta indignado*, p 54.). Le 7 avril la plateforme Juventud Sin Futuro (« Jeunesse Sans Avenir »), née parmi les étudiants madrilènes, avait organisé une marche contre la crise économique et la « partitocratie » du « PPSOE ».

C'est donc avant tout, autour de cette jeunesse des universités, sans débouché professionnel, mais également celle du chômage déjà là ou encore de la précarité au travail, mobilisées de proche en proche depuis les réseaux sociaux, que, le 15 mai 2011, s'est produite l'occupation de la place de la Puerta del Sol (une quarantaine de personnes au soir du premier jour après la grande manifestation indignée) et que se sont agrégés à leur tour d'autres d'âges divers : ceux/celles qui, ayant du travail, lui aussi plus ou moins précaire, ne pouvaient rester à occuper en continu mais ont su répondre aux grands rendez-vous dictés, entre autres, par la riposte à une répression policière, vite neutralisée (avec l'exception de la violente charge policière sur la Place de Catalogne de Barcelone, le 27 mai), par l'appui populaire reçu par les occupants.

### UNE FAIBLE REPRÉSENTATION DES TRAVAILLEURS

Les auteurs de *Planeta Indignado* font remarquer que c'est parce que ce mouvement de contestation était directement connecté à l'explosion du chômage des jeunes qu'il s'est concentré sur des places. Les lieux de travail étaient en effet trop marqués par « la peur et la résignation qui dominent à cause du chômage, de la précarité et des changements dans l'organisation interne des entreprises » (ibid., p. 46). A quoi on ajoutera le poids de l'inefficacité syndicale, largement redevable de la non volonté des directions des Commissions ouvrières et de l'UGT de faire front à l'offensive patronale-managériale pour sécréter l'apparition de travailleur et travailleuses indigné-e-s, mobilisés en tant que tels.

L'implication des syndicalistes dans le mouvement fut faible. En revanche, en tant que touchés par leur exclusion du marché du travail ou la précarisation des emplois, les Indignés ont accordé une place importante à la revendication du retour à l'emploi. Le « texte programmatique » élaboré le 20 mai par l'Assemblée de la Puerta del Sol expose comme revendication en son point 10 une « véritable régularisation des conditions de travail sous supervision de l'Etat ». Certains des slogans les plus connus de ce mouvement expriment, avec souvent beaucoup de dérision, cette préoccupation du chômage, de la précarité ou de la perte de droits sociaux : « Petits-enfants au chômage, grands-parents au travail », « Sans maison, sans boulot, sans retraite, sans peur » ou « La violence c'est toucher 600 euros ».

Il y a inévitablement une forte imprécision concernant l'emploi dans la formulation de ce qui est devenu le programme indigné : on ne trouve guère, dans le *Manifeste des Indignés en 25 propositions*, de réponses sur, par exemple, l'augmentation des salaires ou le partage du travail. A partir du constat que l'on ne peut pas vivre avec 600 € mensuels (le salaire moyen d'un jeune), la réflexion fait vite le choix de se polariser sur les responsabilités politiques dans ce qui déstabilise le travail ; en particulier celles du gouvernement socialiste





de José Luis Zapatero, en 2010, avec sa promulgation d'une rude réforme libérale du marché du travail ou le blocage des retraites et des salaires, ou encore la baisse des indemnités de chômage.

C'est tout le schéma d'une austérité profitable aux banques et au patronat industriel, mais dont l'Etat est posé comme comptable, qui est remis en cause. Le slogan de lancement du 15-M « *Une vraie démocratie maintenant !* » se complète d'un tonitruant « *Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers* » ! Ou encore « *No es una crisis, es el sistema* » (ce n'est pas une crise, c'est le système), « *No falta dinero. Sobran ladrones* » (Ce n'est pas l'argent qui manque. C'est seulement qu'il y a des tas de voleurs). Dans le processus accéléré de politisation d'une nouvelle génération, qui prend le relais de la génération de la lutte antifranquiste et, après le trou d'air de sa défaite durant la Transition, de la génération anti/altermondialisation surgie dans les années 1990, désormais sur le reflux, l'indignation de 2011 se fait incisive essentiellement sur la dénonciation des politiques qui sont à l'origine de l'explosion de l'horreur sociale du « système ».

### LA POLITIQUE PAR L'INDIGNATION ?

D'où des revendications contre la loi électorale en vigueur, clé de voûte du détesté « bipartisme », contre les privilèges de la classe politique, contre le régime fiscal, contre la corruption vécue comme une véritable plaie de la société, pour la limitation du pouvoir des banques et des marchés financiers, ainsi que du FMI et de la Banque centrale européenne, mais aussi pour une séparation complète entre l'Eglise et l'Etat, pour « *un accès populaire* » aux médias, pour une séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, pour la limitation des dépenses militaires et un plus grand contrôle de la police, pour une totale transparence des partis politiques, etc.

Le sociologue Zigmunt Bauman, déduisit cruellement de ce qui lui apparut comme un catalogue de bonnes intentions que les Indigné-es- étaient « *un mouvement émotionnel dépourvu de pensée, ce qui le condamne à être*

*quelque chose d'éphémère, dépourvu d'avenir* ». Jugement sévère qui ne tient pas compte de la dynamique de radicalisation rapide, certes inaboutie politiquement qu'ont connue des milliers de personnes (sur seulement deux mois d'occupation suivis d'un travail d'immersion dans les quartiers, moins spectaculaire que l'occupation des places, mais décisif pour sortir l'indignation du risque à terme de ghettoïsation des dites places !) Cela, grâce à leur capacité, d'une étonnante inventivité, à résister aux tentatives de les criminaliser (charges policières et détentions) et à mener des débats denses en commissions et en assemblées générales, ces creusets d'une belle éducation populaire. Laquelle contribua à diffuser largement dans le corps social une indignation, souvent hétérogène, certes à fort ingrédient moral au départ, mais rapidement plus politique (on a exagéré l'importance de l'essai Indignez-vous de Stéphane Hessel, publié en version espagnole en mars 2011, sur le cours de cette mobilisation) et très localisée socialement et générationnellement dans son impulsion.<sup>3</sup>

### LA RADICALITÉ SOCIALE ET POLITIQUE DE LA PAH ET DES MARÉES

Le moment est venu d'évoquer l'importance de la PAH (*Plataforma de Afectados por la Hipoteca*, Plateforme des victimes des prêts hypothécaires) et des « Marées », deux mouvements en prise avec le 15-M mais également décalés vis-à-vis de lui par leur inscription dans des lieux sociaux, et non plus de sociabilité retrouvée et instituée comme furent un temps les places : le réseau des logements et les lieux de travail, du moins pour les deux Marées les plus significatives. La PAH est née en 2009 et a inauguré d'une façon percutante, avant l'heure, la mobilisation indignée, en l'insérant en profondeur dans la problématique sociale concrète, sectorielle mais au cœur de la crise, qu'est le terrible désastre hypothécaire, dit aussi immobilier. Nous ne pouvons pas rendre compte ici de toute la richesse

d'une organisation ayant conquis une étonnante légitimité nationale (jusqu'à 90 % dans les sondages) malgré la violente hostilité politique qu'elle a suscitée à cause de son efficace argumentaire sur l'« escroquerie hypothécaire », mais aussi de ses actions d'une puissante radicalité. Aussi nous renvoyons à l'excellent petit livre, traduit en français, de Ada Colau et Adrià Alemany, *Sí se puede !*



*Quand le peuple fait reculer les banques (Les petits matins).*

On soulignera que l'un des auteurs, Ada Colau, qui fut longtemps présidente de cette association, est depuis mai dernier maire de Barcelone sur la base d'une coalition d'unité populaire regroupant son organisation, *Guanyem Barcelona*, et *Podem*, le *Podemos* catalan, ainsi que quelques autres organisations. Comme conséquence de la mobilisation exceptionnelle menée par la PAH sur le logement en Espagne, « *en février 2013, la Cour de Justice de l'Union européenne déclarait la loi espagnole sur l'hypothèque non conforme au droit européen* ». (op. cit.) Mais le combat de la PAH continue en faveur d'une ILP (Initiative législative populaire) permettant d'annuler les dettes immobilières contractées en échange de la « *dation en paiement* » (cession du logement en

litige, en guise de paiement du crédit à rembourser) et du relogement social des personnes libérées de ladite dette. Le Parlement catalan a voté l'ILP en juillet dernier.

Voilà qui dit, malgré les difficultés, la capacité d'action de cette association. En particulier par ses opérations de blocage des expulsions ou par le recours, un temps, à ses célèbres « *escrachas* » (*scratches*, des opérations



éclair, d'origine argentine, ici devant les logements des députés où les victimes des expulsions viennent les interpellier sur leur responsabilité dans leur situation). Ce type d'action a exposé la PAH à l'accusation, particulièrement invalidante dans une Espagne tétanisée par les actions de l'ETA, de terrorisme et même de nazisme (sic), mais elle a réussi habilement à le légitimer auprès d'une population très sensibilisée au désastre humain provoqué par l'explosion de la bulle immobilière et par les drames sociaux des saisies et expulsions en masse.

La PAH, qui s'est pleinement immergée dans le mouvement des Indignés, a contribué à faire de la question du logement un des thèmes les plus discutés dans les places du 15-M, en particulier par l'impossibilité faite aux jeunes d'accéder à un logement digne. Une

des organisations, parmi les précurseurs immédiats du mouvement des places, portait le nom de « *V como Vivienda* » (L comme Logement). Mais la contribution majeure de la PAH aux Indignés a probablement été la preuve qu'elle a apportée que, contre le mécanisme de la résignation activé depuis l'avènement de cette démocratie « *décaféinée* », « *si se puede* » (Oui, on peut) – ce slogan repris et détourné de la campagne de Barack Obama de 2008, et que Podemos (Nous pouvons) reformulera à son tour...

Les Marées, aux diverses couleurs, verte pour les personnels de l'éducation, blanche pour les personnels de la santé, etc., ont été les vecteurs de luttes contre les coupes budgétaires, leurs cortèges de suppressions de postes, d'affaiblissement du service public, et, pour ces derniers, contre les privatisations des hôpitaux. Elles ont participé de l'effet de contagion d'un mouvement du 15-M qui avait commencé à épuiser son cycle propre de mobilisation avec la fin de l'occupation des places<sup>4</sup>. La Marée verte, particulièrement forte à Madrid, réussit dès juillet 2011 à engager des grèves et manifestations entraînant nombre de parents et à s'en prendre, par la suite, au projet gouvernemental de réforme globale de l'éducation (Loi Wert), mais sans parvenir à bloquer l'offensive gouvernementale.

Lancée en novembre 2012, là aussi à Madrid, la Marée blanche a mobilisé, à partir d'un gros travail en AG réunissant personnels de santé et usagers, autour du slogan « La santé publique n'est pas à vendre, elle est à défendre ». Une « consultation citoyenne », organisée sur 6 jours en mai 2013, de manière impressionnante par un réseau de 20 000 volontaires et de 200 collectifs, obtint la participation de près d'un million de personnes qui répondirent à 94 % oui à la question « *Etes-vous favorables à une santé en gestion publique, de qualité et universelle, et contre sa privatisation et les lois qui l'autorisent ?* »

Les acteurs de cette Marée reconnaissent leur dette envers le 15-M et ses

choix d'auto-organisation, de désobéissance civile et de démocratie directe, comme l'atteste au demeurant le fonctionnement, d'une part, en AG d'hôpitaux et de centres médicaux, d'autre part, en AG de citoyens se dotant de plateformes de lutte (la terminologie citoyenne n'a pas dans l'Etat espagnol la connotation républicainiste qui fait florès ici dans le Front de Gauche ; il s'agit dans ce cas d'une sobre référence à des sujets de droits, de droits à défendre).

Ni l'une ni l'autre de ces deux Marées parmi les plus significatives qui ont surgi, portées par l'onde de choc du 15-M, n'ont obtenu de victoires décisives ou définitives (la Marée blanche a contribué à ce qu'en janvier 2014 soit prise une décision judiciaire de paralysie de la privatisation des hôpitaux publics, mais en mai dernier le Tribunal constitutionnel a validé la loi autorisant cette privatisation). Les Marées sont actuellement à la peine. La victoire par majorité absolue de la droite en novembre 2011, la recrudescence, à partir de cette date, de l'austérité portée précédemment par les socialistes, les difficultés, malgré les fortes mobilisations, à faire sauter les verrous gouvernementaux, mais aussi les rapports souvent conflictuels des Marées avec les syndicats, ont fait apparaître les limites du pourtant remarquable mouvement indigné à peser sur la situation politique et sociale. Cela a amené des collectifs issus du 15-M à poser ouvertement la question de l'outil politique à construire pour disputer l'hégémonie maintenue, malgré tout, par les pouvoirs institutionnels.

#### CAP SUR LES ÉLECTIONS ?

« *Il est désormais nécessaire de construire un bloc en rupture avec les politiques du PP et du PSOE et redonnant l'espoir à la majorité sociale du pays. Ce bloc devra promouvoir un changement à travers l'organisation de nouvelles mobilisations unitaires contre les coupes sombres annoncées. Pour cela il faudra promouvoir aussi une mobilisation électorale qui favorise le saut de ce bloc critique dans les institutions* » (assemblées du 15-M de San Blas/Canillejas, La Elipa et La Concepción, août 2013).

Le Réseau citoyen Parti X, Confluence, En Réseaux, Alternatives d'en bas se-





ront autant de tentatives de quelques activistes du 15-M pour répondre à ce vœu de « passer à la politique », électoralement sans céder pour autant à l'électorisme... Mais c'est Podemos, apparu en janvier 2014, qui incarnera le mieux cette démarche, éclipsant ainsi les autres projets, dans un jeu de lumière éblouissant mais parsemé de quelques ombres...

En mars 2014 se tint à Madrid une grande Marche pour la Dignité qui renoua avec l'esprit du mouvement des Indignés (500 000 manifestants, le 15 octobre 2011, pour une Marche mondiale convoquée sous le slogan « Unis pour le changement global »). Un peu moins de trois ans après, malgré le boycott des médias, les attaques de la droite, le profil bas du PSOE et l'indifférence des deux grands syndicats pris par des négociations avec le gouvernement, des centaines de milliers de personnes (entre 300 000 et 500 000) parties de plusieurs points du pays

convergent vers la capitale.

L'appel initial pour la dignité, sur le mode indigné, du SAT (le très combatif Syndicat andalou des travailleurs) avait été relayé par d'autres syndicats alternatifs, des dizaines d'associations, la PAH, des collectifs indignés encore en place. L'austérité mise en œuvre par un gouvernement du PP totalement inféodé à la Troïka fut la cible des manifestants, Aux cris, à l'argentine, de « Nous exigeons qu'ils s'en aillent. Que s'en aille le gouvernement du PP, et aussi tous les gouvernements qui coupent dans les droits sociaux de base, tous les gouvernements qui collaborent avec les politiques de la Troïka ».

Mais au constat que le mouvement social décidément n'y arrivait pas, pas encore, c'est à Podemos qu'il revint de rassembler, véritable tour de force pour une organisation née seulement un an auparavant, 300 000 personnes à Madrid le 31 janvier 2015 : elle y dénonça, plus vigoureusement que jamais, ce qu'elle désigne comme la « caste » au pouvoir. « Le vent du changement a commencé à souffler sur l'Eu-

rope », y avait alors déclaré Pablo Iglesias... Mais dix mois après, avec la débandade estivale de Syriza en Grèce, l'euphorie n'est plus de mise et l'interrogation commence à pointer : les vents n'auraient-ils pas tourné à son tour pour Podemos ? □

1 Concernant le vote des 13 « autonomies », le PSOE y perdit les 5 dernières qu'il avait obtenues ou conservées en 2007 et le PP en totalisa 13 (il gouvernait déjà les deux villes autonomes).

2 « Espagne : la fin brutale du miracle économique », <http://www.easybourse.com>, 8 octobre 2009.

3 Une étude sociologique de juillet 2011, réalisée par la Fondation Alternatives, dégage le profil suivant des Indigné-e-s : il s'agit de jeunes entre 19 et 30 ans, avec des études universitaires, au chômage et de gauche. 56 % avaient voté aux élections municipales du 22 mai, pour 79 % d'entre eux/elles pour « un parti minoritaire » contre 6 % qui avaient voté pour « un parti majoritaire ». 15 % avaient voté nul ou blanc. Un sondage IPSOS de juin-juillet 2011 fait quant à lui apparaître qu'entre 6 et 8,5 millions de personnes ont participé au mouvement, soit en se rendant aux « acampadas », soit en participant aux manifestations. Pour 0,8 à 1,5 million, la participation a été décrite comme « intense ». 67 % de ce groupe se définissaient « de gauche », 20 % du centre et 3 % de droite, 10 % ne se reconnaissant dans aucune de ces étiquettes (« Hasta 8,5 millones de españoles apoyan el Movimiento 15-M », El País, 04/07/11).

4 Lire en particulier « El 15M, las mareas y su relación con la política sistémica. El caso de Madrid », <http://www.aecpa.es/uploads/files/modules/congress/11/papers/708.pdf>

Cortège de la PAH, le 14 octobre 2011. DR.



ADICAE

ADICAE - 15M



# Podemos, ou l'art de « prendre d'assaut le ciel » par les élections

PAR ANTOINE RABADAN

*Dans la première année de son existence (2014), sous l'enthousiasme généré par sa percée aux Européennes, Podemos portait en germe l'actuelle désorientation, voire déception, d'une bonne partie de ses militants et sympathisants. Les mauvais résultats obtenus le 27 septembre 2015 à l'élection de Catalogne, à deux mois et quelque d'élections législatives dont Podemos a fait son objectif clé, ne sont pas de nature à rassurer ceux qui sont attachés à construire une alternative à l'austérité capitaliste et qui espèrent tant (trop ?) dans ce parti.*

Lors de l'Assemblée citoyenne de Vistalegre (Madrid) de Podemos, son congrès de fondation en octobre de l'an passé, Pablo Iglesias a prononcé une phrase qui fit le tour des rédactions et se répandit, comme une traînée de poudre, à travers les réseaux sociaux : « *El cielo no se toma por consenso, sino por asalto* » (« On ne prend pas le ciel par consensus mais à l'assaut »).<sup>1</sup> Inspirée de Marx, dans son évocation admirative de l'action des Communards en 1871, cette harangue du principal dirigeant de Podemos condensait le défi et l'insolence radicales d'un parti fermement décidé, depuis son inaugural succès aux élections européennes de mai, à engager le fer contre la politique d'austérité en place dans l'Etat espagnol.

## BOUGER LES PIONS...

Elle entrainait en résonance avec le lancement, en janvier 2014, de la candidature du nouveau parti, avant même qu'il ne soit créé, aux élections européennes de mai. Le manifeste de cette campagne, *Mover ficha: convertir la indignación en cambio político* (« Faire bouger les pions. Transformer l'indignation en changement politique »)<sup>2</sup>, s'articulait en effet autour d'une démarche de revendications, non strictement anticapitaliste ou révolutionnaire, mais visant à (re)lancer une dynamique de contestation ouverte de la politique néolibérale à l'œuvre dans l'Etat espagnol. Ponctué par une proposition, certes encore floue, de « *processus participatif* » rejetant les modes de délégation de pouvoir de la démocratie représentative

au profit de la promotion des acteurs « sociaux, politiques et culturels », ce manifeste revendiquait, entre autres, le droit à un logement digne avec arrêt immédiat des expulsions liées à la « crise hypothécaire » ; l'arrêt de la privatisation des services publics et des biens communs, essentiellement l'éducation, la santé, la justice, les transports et l'information ; un audit de la dette, le contrôle des capitaux et la nationalisation des banques privées ; une réforme fiscale progressive ; le droit à des salaires et à des pensions « dignes », l'interdiction des licenciements dans les entreprises faisant des bénéfices et la répartition du travail entre tous ; le droit des femmes à disposer de leur corps et donc le droit à décider, le cas échéant, si maternité ou avortement il doit y avoir – opposition donc au projet de loi anti-avortement que le gouvernement finit par retirer ; le droit d'autodétermination des « nationalités » (notamment la Catalogne et le Pays basque).

## LE SUCCÈS DES EUROPÉENNES

Comme les Indignés avaient créé la surprise en mai 2011 (15-M), Podemos prit tout le monde de court et, alors que les derniers sondages lui prédisaient un élu, il en décrocha cinq (sur les 54 qui revenaient à l'Etat espagnol), avec 1 253 837 voix, soit 7,96 % des exprimés. En seulement quatre mois de campagne ! Le rapprochement avec les Indignés était explicite dans le sous-titre du manifeste électoral, « Transformer l'indignation en changement politique ». Car il s'agissait bien de cela : si Podemos

n'était pas le produit direct de cette mobilisation qui avait tenu le haut du pavé trois ans auparavant, il n'en était pas moins le fils prodige. Celui qui, en tirant le bilan de ce qui avait fait blocage et empêché que le régime ne cède ou, du moins, ne soit profondément ébranlé par la contestation de masse, offrait une issue : l'intervention directe sur le champ politique (en fait le champ électoral, ce qui évidemment n'est pas la même chose et appelle discussion !) D'où cette idée clé de la « transformation » qui, dans l'esprit des promoteurs de Podemos en janvier 2014, intégrait « l'idée 15-M » d'une part, la radicalité du rejet du « système » et de son assise qu'est la structure intrinsèquement antipopulaire du régime de 1978 (une monarchie parlementaire pour le libéral-capitalisme européen) et, d'autre part, sa conception exigeante d'une démocratie d'assemblées. En revanche, il se donnait pour objectif de surmonter la double impasse du mouvement indigné que furent, d'un côté, son incapacité à faire que le mouvement social secrète directement une alternative politique à l'existant et, de l'autre, son refus, par « apartisme » de principe, de construire un outil politique à part entière pour l'alternative. Tous et toutes les activistes du 15-M se rendaient à l'évidence que, malgré l'onde de choc du mouvement des places, la majorité absolue décrochée par le PP aux élections générales de novembre 2011 lui donnait le rapport de



forces nécessaire pour poursuivre son offensive contre les droits sociaux ; et qu'il se jouait ainsi, sans coup férir, de tout ce que le 15-M pensait avoir pu engranger comme espoir de changement, et que les Marées avaient tenté vainement de prolonger.

C'est ce constat d'impasse et d'impuissance qui donna sa crédibilité aux propositions du manifeste de Podemos pour les Européennes et à l'idée du parti qu'il sous-tendait : « *Il importe qu'aux prochaines élections au parlement européen il y ait une candidature qui offre ses services à la vague d'indignation populaire qui a étonné le monde* ». Les mots étaient bien pesés, qui disaient au fond un rapport essentiel de modestie (une offre de service) à la vaillance des acteurs du 15-M et aux attentes de ceux/elles qui y avaient cru (et pour beaucoup, malgré les revers du moment, continuaient à y croire).

#### DE L'ÉTAT DE GRÂCE AU RECENTRAGE

C'est pourtant assez rapidement à une inflexion de ce positionnement qu'allait recourir Podemos. Grosso modo jusqu'à la fin de l'année 2014, celui-ci connut un véritable état de grâce : le nombre des membres, regroupés dans plus de 1000 cercles (estimation de janvier dernier), allait sans cesse grossissant jusqu'à atteindre les 373 000 en juin 2015, faisant de Podemos le deuxième parti après le PP (863 000) et largement devant le PSOE (199 900) ou Izquierda Unida (30 000).

Les sondages se succédaient pour indiquer qu'il se produisait, dans la population, un profond mouvement de sympathie envers cet objet politique chatoyant de pugnacité qui avait pour vertu de redonner de la respiration, du souffle même, à une indignation dont le souvenir restait, malgré l'épuisement de son cycle d'actions et de réflexions, largement positif : en août, il était crédité de doubler son score des élections européennes (15,3 %) ; en novembre, on l'estimait à 22,2 %, ce qui en faisait la première force politique du pays ... au pays des sondages. Il était donné vainqueur d'éventuelles élections générales à presque 28 %, face aux deux partis du système situés à 26 % pour le PSOE et à 21% pour le PP.

N'épiloguons pas sur la fiabilité des sondages, retenons seulement qu'ils

participaient à accréditer auprès de la population que Podemos montait irrésistiblement en puissance, en particulier grâce aux « cartons » que faisaient les apparitions médiatiques du flamboyant Pablo Iglesias : son entrevue de septembre, dans le cadre d'une émission télé qui habituellement ne dépassait guère les 5 à 7 % de taux d'audience, fit 14,5 %, pour près de trois millions de téléspectateurs !<sup>3</sup>

Parasitage du politique par le médiatique ? Le fait est que germa très tôt dans l'esprit d'une partie de l'équipe d'animation du parti que celui-ci devait être recadré, en particulier autour de la figure charismatique de son leader. Tout commença par une offensive lancée par ce qui allait très vite se configurer comme un groupe dans le groupe, s'apparentant à une fraction, autour du secteur qui, avec Pablo Iglesias, avait émergé de la turbulente faculté des sciences politiques de l'université de la Complutense, à l'ouest de Madrid. La cible de cette offensive ? D'une part, nos camarades d'Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste), pourtant cofondatrice du parti et ayant joué un rôle majeur dans la rédaction de « *Mover ficha* » ainsi que dans le déroulement de la campagne électorale ; d'autre part, tous ceux, indépendants (des sans-partis ayant basculé vers ce qu'ils ne considéraient pas vraiment un parti !) souvent issus du 15-M, dont il était d'avance clair qu'ils n'accéderaient pas à en passer par le schéma d'organisation et la réorientation politique qui lui était liée, que le groupe Iglesias allait bientôt dévoiler.

Il ne s'était pas écoulé 15 jours depuis le résultat des Européennes que les cercles recevaient un message de Pablo Iglesias annonçant la procédure de préparation du congrès de fondation du parti, l'Assemblée citoyenne de Vistalegre prévue pour l'automne. Le choc fut immédiat : il s'agissait de constituer une équipe d'organisation de 25 membres soumise au vote des militants sous forme de listes bloquées ! L'équipe gagnante rafferait tous les postes, ce qui, vu les circonstances, donnait une prime absolue à l'équipe de l'hypermédiatisé Pablo. Cerise sur le gâteau : les votes devaient se tenir, par internet, dans le délai d'une semaine après réception du message. Et, dans la foulée, dans un scénario parfaitement rodé pour prendre tout le monde militant au dépourvu, Iglesias annonçait que sa liste était prête !

Le premier jalon d'une organisation « verticaliste », se disant paradoxale-ment ouverte aux « gens » et élogieuse de leur capacité à agir et à décider de façon autonome, venait d'être posé par ce qui allait désormais se confirmer être l'iglésisme. Premier à réagir, le cercle de Lavapiés, le quartier madrilène emblématique des résistances sociales et politiques, pointa que rien de tout cela n'avait été discuté dans les cercles, que la seule chose qui était inscrite dans l'agenda militant était une rencontre desdits cercles pour un premier échange, précisément sur la structure organisationnelle à bâtir ! L'assemblée des cercles de la capitale qui s'ensuivit fut la première expression des très fortes divergences qui, dès lors, allaient plus ou moins souterrainement scander la vie du jeune parti.<sup>4</sup>

Pompier pyromane criant au feu, la « fraction » agita l'épouvantail d'une supposée tentative de coup de force, rien moins que d'un coup d'Etat, d'Izquierda Anticapitalista, et tint bon face à la virulence de l'opposition des militant-e-s des cercles : elle obtint l'entre-soi visé pour préparer le congrès. On peut dater de cette escarmouche l'apparition de la première faille, précoce, dans l'unanimité de l'enthousiasme post-électoral. Mais elle ne concerna que les milieux les plus militants et passa relativement inaperçue de la masse des adhérents et sympathisants qui s'organisaient dans les cercles.

Cela d'autant plus que les opposants décidèrent de faire le dos rond : l'heure n'était pas à faire des clivages dans une organisation peu aguerrie politiquement dans ses fraîches bases militantes qui, cela entraînait visiblement dans les calculs d'Iglesias et de ses proches, étaient à cet instant largement prédisposées, dans l'euphorie de l'heureuse surprise électorale, à donner carte blanche à l'homme si bien médiatisé qui semblait incarner dans sa perfection immaculée le nouvel espoir. L'aura de Pablo Iglesias ne laissait rien entrevoir de ce qui réellement se tramait en coulisses. Le célèbre « *si se puede* » (oui, on peut), repris pour l'occasion des Indignés, n'avait aucune chance de pouvoir être décodé à une large échelle comme le « *si que están pudiendo con Podemos* » (oui, ils sont en train de [prendre le] pouvoir dans Podemos) qui opérait.



Pendant le discours de Pablo Iglesias devant l'assemblée fondatrice de Podemos, le 18 octobre 2014 à Vistalegre. DR.

## TENSIONS AU CONGRÈS

Ce qui devait arriver arriva à l'Assemblée citoyenne de Vistalegre d'octobre 2014, chargée de bâtir la structure organisationnelle du parti. Là aussi profitant de l'enthousiasme de militants galvanisés par les discours sur « la gagne » (la victoire à portée de main ... pour les législatives de l'année d'après), les iglésistes firent passer, sous la houlette du comité d'organisation imposé avant l'été, des procédures de votes jamais discutées par les militants dans leurs cercles. Là aussi, ce sont des listes bloquées qui furent, contre toute lubie de panachage ou de proportionnelle, la base de représentation dans les instances de direction et débouchèrent sur une absolue hégémonie iglésiste au Conseil national, le parlement du parti. Pablo Iglesias fut élu, avec un score soviétique... secrétaire général, contre la proposition d'une direction de trois porte-parole portée par l'anticapitaliste Teresa Rodríguez et un regroupe-

ment large de militants, décidés à prendre date plus qu'à songer enrayer dans l'instant le rouleau compresseur de la machine antidémocratique lancée à toute allure. Laquelle allait ajouter à la panoplie iglésiste du monopole de direction, une proposition de dernière minute visant à interdire, contre ce qui était la règle de fonctionnement jusque là, à tout membre d'un (autre) parti d'être élu au Conseil national. Une proposition taillée sur mesure pour empêcher (en deuxième rideau du blocage opéré par la constitution de listes bloquées) les militants d'Izquierda Anticapitalista d'intégrer la direction.<sup>5</sup> Pour la presse quasi unanime, le congrès de Vistalegre s'était soldé par une écrasante victoire (« On ne prend pas le ciel par consensus mais à l'assaut ») de Pablo Iglesias. Politiquement prometteuse... ce que, pour quelque temps encore, les sondages allaient confirmer avant que la tendance ne s'inverse et que les échéances électo-

rales intermédiaires ne viennent doubler les espoirs d'une montée en puissance linéaire jusqu'à la victoire finale aux législatives de fin 2015.

## UNE DYNAMIQUE QUI PERD DE SON SOUFFLE

Le point culminant de la dynamique « gagnante » de Podemos se situe probablement dans la démonstration de force que fut le rassemblement de 300 000 personnes à Madrid, le 31 janvier de cette année pour sa « marche du changement ». L'arrivée des manifestants sur la place de la Puerta del Sol disait bien la filiation avec le 15-M. Mais le ver était déjà dans le fruit d'une indignation « transformée », certes, mais dans le reniement de divers de ses aspects fondamentaux. A commencer par son absolue exigence démocratique, son quasi obsessionnel souci d'« hori-

zontalité » ou encore son refus de la personnalisation de la démarche contestataire.

Précisons : nombreux étaient probablement ceux et celles qui, engagés dans le mouvement de 2011, étaient prêts à assumer que la construction d'un parti, y compris dans la continuité affinitaire avec ce mouvement, devait rompre avec lui sur un point, le recours à une incontournable délégation de pouvoir. Mais pour autant qu'un certain nombre de contrefeux assurent la fidélité à l'esprit libertaire du 15-M : rotation des représentants, révocabilité, refus de tout hégémonisme d'un groupe sur l'ensemble du parti, l'institution des cercles comme centre de gravité de la vie interne du parti... Tout le contraire de ce que la direction iglésiste s'est attachée à mettre en œuvre par un verrouillage de tout ce qui touche aux processus électoraux.

Le nœud du problème de la conception du parti est au fond la place qu'occupent les élections dans la stratégie de Podemos. Prolongement électoral différé d'un mouvement profondément anti-électoraliste, le nouveau parti s'est affirmé au final comme foncièrement électoraliste. Tout semble indiquer que dans le retentissant « *On ne prend pas le ciel par consensus mais à l'assaut* » de Vistalegre, la référence à Marx avait en fait été mobilisée pour faire paradoxalement du terrain électoral, exclusivement électoral, le lieu de l'assaut. Magie du verbe pour assez plate proposition de fond, la transformation de l'indignation, à la racine de la création du parti, a ouvert sur une radicale mutation par laquelle un acte de décès du mouvement social a été entériné et un déplacement, en fait une rupture, s'est instauré avec un 15-M désormais réduit à être, sans plus, une lointaine source d'inspiration pour une radicalité positionnée dans un ailleurs intrinsèquement institutionnel.

Quant au rejet du consensus qui ouvre la paraphrase de Marx opérée par Iglesias, il convient de l'interpréter, dans la ligne de ce qui précède, non seulement comme la nécessité de rompre avec la caste, le PSOE et le PP,

mais aussi avec les anticapitalistes partie prenante de la fondation du parti, peu enclins à céder à une dérive électoraliste concomitante à un délaissement du terrain social.<sup>6</sup> Ce n'est qu'ainsi que l'on comprend le dessein qui a présidé à la construction d'une organisation hypercentrée, pour ne pas dire extrêmement centralisée : une machine de guerre (pour l'assaut électoral !), par définition vouée à être disciplinée et hiérarchisée, avec à sa tête un chef indiscuté. En somme, tout un modèle se voulant adapté à la stratégie de l'ennemi mais se faisant piéger en miroir par lui.<sup>7</sup>

### L'ÉCHEC CATALAN À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Après des élections aux communautés autonomes en demi-teinte<sup>8</sup>, des muni-

tis) est talonné par les anticapitalistes indépendantistes de la CUP (Candidatura de unidad popular), dépassé par un PSC (socialistes catalans) pourtant mal en point et surtout par la forte poussée de Ciudadanos (Citoyens).

Parti libéral, viscéralement opposé à l'indépendantisme catalan, mais, appuyé par le « système », médias compris, la jouant habilement Podemos de droite, Ciudadanos devient la deuxième force politique de Catalogne et se place désormais comme incontournable pour former nationalement une nouvelle majorité de droite (ou même, suprême plasticité de la domination, une majorité avec... le PSOE !) Ce qui percute le projet fondateur de Podemos d'être l'alternative institutionnelle. Sur ce terrain-là a peut-être été secrété, à droite, l'antidote « podé-

Le 22 janvier 2015 à Athènes, lors du meeting de fin de campagne électorale de Syriza (photo left.gr).



cipales où la direction de Podemos laissa jouer la fibre unitaire qui permit des percées telles que la prise des mairies de Madrid, Barcelone ou Cadix par des coalitions d'unité populaire, c'est une véritable déroute qui s'est produite, en septembre, à l'élection à la communauté autonome de Catalogne : avec moins de 9 % des voix, Podem/Podemos (en alliance avec l'IU catalane et deux autres par-

mite » à Podemos permettant de compenser la terrible perte de crédibilité du PP !

Bilan peu glorieux pour Podemos dont l'organisation catalane, Podem, se voit reléguée à une assez grise 4<sup>e</sup> place. L'omniprésence de la direction nationale, en la personne de Pablo Iglesias lui-même, dans la campagne pour y dessiner un profil passant à côté du fort sentiment national catala-

niste, est mal vécue. La crise est ouverte : la secrétaire générale de Podemos, pourtant une proche d'Iglesias, démissionne de ses fonctions et du parti et entraîne la démission du quart de la direction (qui reste cependant membre du parti). Même chose à Valence... Les démissionnaires critiquent la mise sous l'éteignoir de l'activité des cercles qui voient fondre leurs effectifs, comme conséquence du peu d'implication que leur laisse l'équipe dirigeant depuis Madrid.<sup>9</sup> Celle-ci, tout en reconnaissant l'échec catalan et les difficultés du moment, pense que les élections générales de décembre lui permettront d'opérer le sursaut salutaire. Mais le doute s'est installé, aggravé par le soutien sans faille apporté par Iglesias et ses proches au tournant 100 % austéri-



taire de Syriza en Grèce.<sup>10</sup> Signe de la perte de vitalité des cercles en lien avec leur progressif décrochage des jeux de pouvoir dans le parti, la participation aux élections internes est descendue à un niveau extrêmement bas : 16,8 % (53 880 votants) en juillet dernier, pour la désignation des investitures pour le Congrès et le Sénat ainsi que pour la présidence du gouvernement. A rapprocher des 112 070

(chiffre record) d'octobre 2014 pour l'Assemblée citoyenne de Vistalegre. De son côté, le discours « ni gauche ni droite », opérationnel dans un premier temps, a perdu de sa lisibilité de par le rapprochement, difficile à articuler au discours anticaste, opéré avec le PSOE pour gouverner en minorité dans une série de municipalités, ou avec IU dans des élections locales ou régionales (Catalogne !) alors que c'est un refus catégorique qui est opposé à celle-ci pour les législatives... Dans le même temps le programme radical de « Mover ficha » s'édulcore en néokeynésianisme.<sup>11</sup> Sans parler des impasses faites sur la structure monarchique du régime, sur la bataille pour une République sociale ou encore sur la « mémoire historique » et la revendication des vaincus de la Guerre civile.<sup>12</sup> Quant à la visée d'occuper... transversalement la « centralité de l'échiquier politique » espagnol sans céder à aucun centrisme politique, loin de renouer, pour le coup,

avec la radicalité antipoliticienne du 15-M, elle accentue l'impression que Podemos brouille toujours plus son image et navigue à vue.

Il serait cependant très précipité de dire que ce parti a décidément vite fait son temps. Au creux de la vague en ce moment, il peut rebondir. Peut-être à ces élections législatives de décembre. Mais l'on peut considérer que ce serait alors malgré sa direction, grâce à ce qu'il conserve d'une radicalité indignée s'alimentant du refus de toute sortie capitaliste de la crise.

La place qu'occupent dans la problématique politique des anticapitalistes le mouvement social et les acquis du 15-M donne à ces derniers, très présents dans les instances de Podemos malgré les tentatives de les marginaliser, et très actifs pour redynamiser les cercles, une grande responsabilité dans la bataille pour redresser et réorienter ce parti, pour autant qu'il n'ait pas encore totalement dilapidé sa charge subversive. □

1 Voir la vidéo de l'allocution : <https://www.youtube.com/watch?v=Z-IFYaJAlzQ>

2 Pour en lire le texte (en espagnol) : [http://www.eldiario.es/politica/Pablo-Iglesias-Juan-Carlos-Monedero-candidato-europeas-podemos\\_0\\_216278861.html#manifesto](http://www.eldiario.es/politica/Pablo-Iglesias-Juan-Carlos-Monedero-candidato-europeas-podemos_0_216278861.html#manifesto)

3 Pablo Iglesias a acquis une expérience médiatique « avant l'heure » par les émissions politiques qu'il anime, à fort contenu « radical » et donc en marge des grands médias. Il s'agit de La Tuerka (tuerca en espagnol signifie écrou) sur Tele K puis Canal 33, qui, selon les mots d'un journaliste, est « une fabrique de munitions pour les combats quotidiens ». Pablo Iglesias a lancé aussi Fort Apache diffusé sur Hispan TV, la télévision internationale... de l'Iran à destination des pays de langue espagnole !

4 Juan Carlos Monedero, le « numéro 2 » du parti, excédé par les critiques des comités de Madrid, leur lança : « Je ne vois aujourd'hui aucun intérêt à être dans Podemos ; si je m'écoutais, j'enverrais cette réunion se faire foutre (sic) et que cela vous fasse un grand bien (re-sic) ». Cf. « Las bases de Podemos se enfrentan a sus fundadores para exigir democracia interna » et « La propuesta es precipitada y no contamos con suficiente información » (El País, 9 juin 2014).

5 La mesure visait principalement Teresa Rodríguez qui, après avoir obtenu le second meilleur score aux primaires de son parti dans l'avant Européennes, juste derrière Pablo Iglesias, venait d'être élue au parlement européen. A partir des appuis militants qu'elle obtint dans sa communauté autonome, l'Andalousie, IA n'étant plus un parti mais, sous l'appellation Anticapitalistas, une association, elle fut élue secrétaire de Podemos Andalousie, ce qui lui permit d'intégrer le Conseil national.

6 Carolina Bescansa, de la direction nationale de Podemos, a condensé la divergence des igléstistes avec les anticapitalistes ou les « mouvementistes » en ces termes : « Il y a un Podemos qui vise à gagner et un Podemos qui vise à protester ».

Symptomatique de la conception d'une protestation, autant dire d'un mouvement social, vouée à perdre, doublée de l'idée que gagner se réduit à s'imposer sur le seul terrain électoral, cette phrase dit clairement les antinomies stratégiques qui ont cours dans Podemos. Lire « Las dos almas de Podemos se enfrentan en Madrid », [http://politica.elpais.com/politica/2015/01/20/actualidad/1421785584\\_225487.html](http://politica.elpais.com/politica/2015/01/20/actualidad/1421785584_225487.html)

7 En démissionnant de la direction du parti en avril dernier, Juan Carlos Monedero topa juste en soulignant que Podemos avait cédé, par mimétisme, à certains vices inhérents à la « compétition électorale » : « Parfois nous ressemblons à ceux que nous voulons remplacer. C'est une réalité. [...] Podemos se retrouve dans de tels problèmes car il ne prend plus le temps de se réunir en petits cercles, parce qu'une minute de télévision est plus importante. [...] [Dès l'instant où les forces politiques ont pour principal but d'« accéder au pouvoir », elles entrent] dans le jeu électoral et elles se retrouvent otages de ce qu'il y a de pire dans l'Etat, sa nature représentative » (« Monedero dimite de la dirección de Podemos tras criticar la estrategia », [http://politica.elpais.com/politica/2015/04/30/actualidad/1430410083\\_018713.html](http://politica.elpais.com/politica/2015/04/30/actualidad/1430410083_018713.html)).

8 Podemos, relégué en règle générale à la 3e, parfois à la 4e place, une fois à la 5e, obtint à ces élections une moyenne de 13,48 %, loin des attentes, malgré quelques pointes (20,51 % en Aragon, 19,02 % dans les Asturies, 18,59 % dans la communauté de Madrid).

9 « Dimite una cuarta parte de la dirección de Podemos », [http://ccaa.elpais.com/ccaa/2015/10/14/catalunya/1444858826\\_561224.html](http://ccaa.elpais.com/ccaa/2015/10/14/catalunya/1444858826_561224.html)

10 Voir la vidéo où Pablo Iglesias fait l'apologie de gauche du thatcherien TINA (There is no alternative) afin de justifier son appui sans réserve à l'aplatissement de Tsipras et Syriza devant la Troïka. Emporté par son élan, il explique froidement que dans l'Etat espagnol, si Podemos supplante le PSOE dans l'accès au gouvernement, il n'aura pas « grande chose à faire », en dehors de deux ou trois réformes sur l'éducation, le refus des privatisations, etc., car l'ennemi est décidément trop fort ! (« Pablo Iglesias sobre Grecia y Syriza », [https://www.youtube.com/watch?v=bmcp\\_HYX88Q&hd=1](https://www.youtube.com/watch?v=bmcp_HYX88Q&hd=1))

11 Voir notamment la critique du « programme économique de Podemos » faite en début d'année par En Lucha, l'organisation de l'Etat espagnol liée au SWP britannique : [http://enlucha.org/articulos/miedo-a-la-ruptura-no-es-realismo-la-propuesta-economica-de-torres-y-navarro/#.Viwhf6T\\_qHk](http://enlucha.org/articulos/miedo-a-la-ruptura-no-es-realismo-la-propuesta-economica-de-torres-y-navarro/#.Viwhf6T_qHk)

12 On trouvera dans la longue entrevue de Pablo Iglesias mise en ligne, en mai, sur le site de Ballast (« Faire pression sur Syriza, c'est faire pression sur Podemos, pour montrer qu'il n'y a pas d'alternative » : <http://www.revue-ballast.fr/pablo-iglesias/>), beaucoup d'indications sur le « ni droite, ni gauche », le populisme hérité de Laclau et Mouffe qui l'inspire (voir l'article d'Emmanuel Barot dans ce dossier), le refus de contester la monarchie, une vision du combat politique coupée d'une lutte des classes jugée inassimilable par les subjectivités populaires actuelles, etc. On pourra s'arrêter en particulier sur un épisode assez incroyable du Parlement européen : Pablo Iglesias offrant au nouveau roi les DVD de Game of Thrones, accompagnés de ces mots : « Cela pourrait vous être utile pour comprendre ce qui se passe en Espagne ». Un « podémite » invitait le roi à comprendre ce qui se passe ? On aurait pu attendre plus d'ambition chez un ennemi de la caste. Au même moment, les élus catalanistes et de gauche de l'Etat espagnol boycottaient la rencontre. Lire (et voir vidéo) « Pablo Iglesias regala la serie 'Juego de Tronos' al rey Felipe VI », [http://politica.elpais.com/politica/2015/04/15/actualidad/1429084156\\_284776.html](http://politica.elpais.com/politica/2015/04/15/actualidad/1429084156_284776.html)

# Catalogne, l'heure de vérité

PAR ESTHER VIVAS

*Les élections catalanes du 27 septembre 2015 avaient une spécificité forte, du fait de la dynamique sociale et politique en faveur de l'indépendance. Elles constituaient aussi le dernier test électoral important avant le scrutin national du 20 décembre. L'article ci-dessous, publié dès le lendemain, en tirait le bilan (texte original <http://blogs.publico.es/esther-vivas/2015/09/28/catalunya-la-hora-de-la-verdad/>, traduit par Jean-Philippe Divès).*

L'heure de vérité a sonné en Catalogne. Avec une victoire, au moins en nombre de sièges, des options indépendantistes, Junts pel Sí (Ensemble pour le Oui) et la CUP totalisant 72 sièges sur 135, la première partie de la feuille de route de l'indépendance a été remplie. Ciutadans [Citoyens] connaît une ascension météorique à la seconde place et Miquel Iceta, le secrétaire général du PS catalan, obtient une troisième place qui semblait tout récemment fort improbable. Pendant ce temps, Catalunya Sí que es Pot (« Catalogne, oui c'est possible », l'alliance de Podemos et des secteurs ex-PC/Gauche unie) reste très en-deçà de ses espoirs électoraux et Unió disparaît du parlement.

Du coup, beaucoup de questions se posent : quelle sera la réaction du gouvernement (espagnol) de Mariano Rajoy ? Que va-t-il se passer dans les prochaines élections générales ? Quel impact auront sur la société les 25 députés de Ciutadans ? La CUP facilitera-t-elle, activement ou passivement, l'investiture de Mas ? On trouvera ci-après quelques notes rapides sur le résultat électoral.

## LA VICTOIRE DE JUNTS PEL SÍ

La forte participation montre que de nombreux Catalans ont considéré que ces élections étaient exceptionnelles. Le récit épico-indépendantiste de Junts pel Sí, mis en évidence par son slogan de campagne, « Le vote de ta vie », a pris dans l'électorat indépendantiste qui s'est forte-

ment mobilisé avec près de deux millions d'électeurs, un nombre comparable au soutien à l'indépendance lors de la consultation du 9 novembre 2014, alors que dans ce cas les jeunes de 16 à 18 ans étaient appelés à voter.

Junts pel Sí, avec des candidatures allant

coups budgétaires et sociales dans les services publics catalans [...]

Que va-t-il se passer maintenant avec Junts pel Sí ? Comme le pointaient certaines déclarations d'Artur Mas, beaucoup à la CDC voudront réitérer, dans les élections générales à venir,

l'artefact électoral qui leur a donné d'excellents résultats alors même que leur parti semblait non seulement touché mais coulé. Pour l'ERC, en revanche, qui paraissait il y a quelques mois en position de tout renverser sur son passage, Junts pel Sí pourrait devenir une sépulture politique.

## LE VOTE UTILE EN FAVEUR DE CIUTADANS

Si Junts pel Sí a été capable d'agglutiner le vote indépendantiste, Ciutadans a fait de même avec le vote «

Non », au détriment du Parti populaire et de Podemos, en s'affirmant comme l'incarnation du vote utile contre l'indépendance. L'omniprésence d'Albert Rivera et Ciudadanos sur les plateaux télévisés de Madrid, impulsée par l'establishment politico-médiatique, au départ pour contrer l'essor rapide de Podemos, a servi non seulement à présenter une alternative de droite au parti de Pablo Iglesias, mais aussi à propulser leur liste en Catalogne. Le fait que Ciutadans soit devenu avec 25 sièges la deuxième force au parlement polarise et complexifie la scène politique catalane. Cela montre aussi que, malheureusement, le discours de confrontation et la démagogie prennent dans une partie de l'électorat. Quoique, si l'on additionne les pourcentages de votes, la société catalane ne soit pas aussi polarisée



Artur Mas et les dirigeants de Junts pel Sí lors de l'annonce des résultats. DR.

au-delà de la CDC et de l'ERC (qui s'étaient mis d'accord sur une répartition à hauteur de 60 % et 40 %, respectivement), a su enthousiasmer beaucoup de gens et capter le malaise social et citoyen face à un gouvernement espagnol qui n'a cessé de fermer les portes des légitimes aspirations à la souveraineté d'une part très significative du peuple catalan [...]

Le mouvement de masse indépendantiste qui s'est développé ces dernières années a trouvé en Junts pel Sí une expression électorale, qui a réussi à incarner les aspirations et les souhaits unitaires sincères de beaucoup de gens ; mais cet artefact a aussi masqué le fait que derrière le drapeau, qui a servi de phare, il y a un parti entaché de multiples cas de corruption, avec une série de locaux saisis par la justice, et qui est responsable des pires

que certains le voudraient : 48 % d'indépendantistes, 9 % en faveur du droit à décider et 39% contre l'indépendance.

### MIQUEL ICETA ET LE BIPARTISME

Le bipartisme a sauvé les meubles dans une de ses composantes, celle du parti socialiste. Son effondrement, annoncé par les sondages depuis des mois, ne s'est pas produit. Miquel Iceta (le leader socialiste), avec sa particularité de « dancing man », a élevé le PSC jusqu'à une inimaginable troisième position. Xavier Garcia-Albiol (le dirigeant du PP en Catalogne) a évité aux « populaires » une défaite plus sévère, mais ses résultats sont objectivement très faibles [...]

Le populisme que Pedro Sánchez (le leader du PSOE, parti socialiste de l'Etat espagnol) imputait à Podemos s'est trouvé largement dépassé par le danseur Iceta<sup>1</sup>. Même s'il faut lui reconnaître le mérite d'avoir été capable d'humaniser un politicien gris en costume-cravate, et d'avoir maintenu le PSC un peu plus qu'en vie.

Xavier García-Albiol a tenté de donner un nouveau souffle au PP, en l'éloignant de l'ombre de corruption et d'épuisement électoral qui pourchassait (l'ancienne dirigeante du PP catalan) Alicia Sánchez Camacho, mais son impulsion n'a pas été suffisante pour remonter la pente. Ses tentatives de vendre son « succès » électoral de Badalona<sup>2</sup> comme exportable à tout le territoire catalan n'ont pas suffi face au météore Ciutadans.

### LE « COITUS INTERRUPTUS » DE CATALUNYA SÍ QUE ES POT

Cette campagne n'a pas non plus manqué d'allusions sexuelles. Quand Lluís Llach<sup>3</sup> recommandait à Pablo Iglesias « d'aller faire traiter ses obsessions sexuelles chez son psychiatre », Iglesias lui répondait que « nous allons donner du sexe et du fouet » au président (du gouvernement régional). En poursuivant sur le même ton, je dirais que Catalunya Sí que es Pot s'est avéré être un coitus interruptus qui, en plus, nous laisse sur notre faim.

Alors que la peur d'une « Catalunya en Comú », après la victoire de « Barcelona

en Comú » à l'hôtel de ville barcelonais, avait précisément été l'un des facteurs ayant amené à concevoir Junts pel Sí, la réalité s'est avérée très éloignée des attentes initiales. L'accord passé par en haut entre Podemos et ICV<sup>4</sup> a frustré les espoirs d'une candidature sociale et citoyenne, Procés Constituent<sup>5</sup> et Barcelona en Comú étant relégués à ses marges.

La désorientation de la liste face au débat sur la souveraineté, avec sa mise au rencart du mot d'ordre de processus constituant souverain au profit de celui, peu distant de la « troisième voie » socialiste, d'un référendum organisé en accord avec Madrid, tout comme certaines affirmations mal venues de Pablo Iglesias tout au long de la campagne, que des médias et journalistes se sont empressés de diffuser avec ostentation, ont encore moins aidé.

Au total, c'est un très mauvais résultat pour une formation qui visait à chasser Mas et Rajoy, un résultat qui pèsera dans la perspective des élections générales, surtout quand Ciutadans est arrivé en deuxième position. C'est aussi plus qu'un avertissement à ceux qui naviguent l'œil fixé sur le scrutin de décembre.

### LE TOURBILLON DE LA CUP

La CUP est la formation qui a obtenu le meilleur résultat au regard des premiers sondages. Elle a reçu le soutien du courant indépendantiste qui ne veut en aucun cas voter pour Mas. Le désenchantement d'une série de secteurs envers Catalunya Sí que es Pot, au regard de son discours sur la question nationale comme par rapport à la « nouvelle politique », a également poussé vers un vote CUP-Crida Constituent (appel constituant). Son travail notamment pendant la dernière législature, misant jusqu'au bout sur le processus constituant, lui a valu la reconnaissance d'électeurs ex-ERC et anti-Mas qui ont déserté Junts pel Sí.

Nous verrons maintenant le rôle que jouera la CUP sur la nouvelle scène politique où, que cela lui plaise ou non, elle détient les clés du processus de souveraineté. Une partie de son électorat verrait d'un bon œil un soutien à la feuille de route de

Junts pel Sí et ne rechignerait pas à avoir Mas comme président, mais sa base militante et une autre partie de son électorat sont beaucoup plus critiques. Sa crédibilité future dépendra de comment elle parviendra à « survivre » dans ces eaux boueuses.<sup>6</sup>

### BYE BYE UNIO

Et pour finir, adieu à l'Union démocratique. La bonne affaire s'est terminée pour ce parti qui a vécu pendant des années dans l'ombre de Convergence Démocratique, en bénéficiant pour les élections d'une représentation disproportionnée de 25 %. Il semble que dans son tête-à-tête avec Mas, (le dirigeant d'Unió) Duran i Lleida ait laissé son égo prendre le dessus sur une appréciation raisonnée de ses possibilités. La disparition de ce parti, immergé dans la corruption et conservateur jusqu'à la moelle, est une excellente nouvelle.

Après des mois de précampagne puis de campagne, les cartes ont enfin été jouées. Le peuple de Catalogne, dans toute sa diversité et pluralité d'opinions, s'est exprimé en faveur de l'indépendance mais Ciutadans, force émergente au discours puissamment démagogique, se tient aux aguets. La partie continue cependant. Et ici, face à l'immobilisme du PP, les gens se bougent. □

<sup>1</sup> Qui s'est fait une spécialité de se lancer lors de ses meetings dans des pas de danse effrénés – puis d'en faire un « argument de campagne ». Les notes sont de notre rédaction.

<sup>2</sup> Maire de Badalona (troisième ville de Catalogne) de 2011 à 2015, Garcia-Albiol était encore arrivé en tête lors du scrutin municipal du 24 mai dernier. Badalona est aujourd'hui dirigée par « Guanyem Badalona en Comú », proche la liste d'Ada Colau (Barcelona en Comú) vainqueur à Barcelone, arrivée en seconde position mais qui a bénéficié du soutien des autres listes de gauche.

<sup>3</sup> Le célèbre chanteur catalan, élu au parlement après avoir été tête de liste de Junts pel Sí dans la province de Gérone.

<sup>4</sup> Initiative pour la Catalogne – Verts. La coalition entre ICV et l'autre secteur de la mouvance PC/ex-PC, EUiA (Gauche unie et alternative), avait obtenu 9,89 % des voix et 13 sièges lors des élections de décembre 2012. Le résultat inférieur, en 2015, de la coalition entre Podemos et ICV/EUiA a été une expression de son échec.

<sup>5</sup> Le « Processus constituant », mouvement social pro-autodétermination orienté à gauche, dont l'auteur de l'article est une des animatrices.

<sup>6</sup> Fin octobre, au moment où ce texte était traduit, la CUP affirmait qu'elle ne voterait en aucun cas l'investiture de Mas et ne craignait pas une crise politique suivie de nouvelles élections.

## Les résultats du 27 septembre

La participation de 74,95 % a battu des records. La coalition « Junts pel Sí », regroupant la CDC (Convergence démocratique de Catalogne, centre-droit) du président sortant, Artur Mas, et l'ERC (Gauche républicaine catalane, centre-gauche), a obtenu 39,59 % des voix et 62 sièges. Ciutadans, la nouvelle formation de droite anti-indépendantiste, a recueilli 17,90 % des voix et 25 sièges, suivie par le Parti socialiste catalan, 12,72 % et 16 sièges.

Puis viennent « Catalunya Sí que es Pot », l'alliance entre Podemos et les secteurs provenant du PC et d'Izquierda Unida, 8,94 % et 11 sièges ; le Parti populaire (droite) au pouvoir à Madrid, 8,49 % et 11 sièges ; et la CUP (Candidature d'unité populaire), anti-capitaliste et indépendantiste, 8,21 % et 10 sièges. L'UDC ou Unió, ancien partenaire de la CDC d'Artur Mas, qui s'en était séparée par refus de l'indépendance, n'a recueilli que 2,51 % des voix, sous la barre des 3 % nécessaires pour entrer au parlement.

# D'Ernesto Laclau à Iglesias : théorie et pratique du (néo)populisme

PAR EMMANUEL BAROT

*Pablo Iglesias répète de longue date qu'il faut oublier le vieux schéma « classe contre classe » devenu incompréhensible, pour le remplacer par le schéma « peuple contre caste » qui serait parlant pour tout le monde. Cet article porte sur une ressource théorique majeure venue appuyer, sinon inspirer, ce positionnement : la théorie de la « raison populiste » d'Ernesto Laclau (né en 1935 à Buenos Aires, décédé en avril 2014).*

Il est difficile de mesurer jusqu'où cette référence a été ou est encore organique dans certains courants de Podemos, mais son importance centrale pour Iglesias suffit à ce que nous lui accordions toute l'attention requise.<sup>1</sup>

## RETOUR SUR UNE FALSIFICATION : GRAMSCI AU SERVICE DE L'ANTI-MARXISME

En 1985, Laclau écrivait avec Chantal Mouffe *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, ouvrage concentrant un basculement stratégique dans le post-marxisme, revendiqué et dument débattu comme tel à l'époque. En 2005, Laclau publiait *La raison populiste*, forgeant une vision qu'on qualifiera de néopopuliste, actualisant et renforçant ce basculement. Enfin, tout récemment, C. Mouffe a co-publié une série de discussions avec Iñigo Errejón (souvent présenté comme le « numéro deux » de Podemos) sous le titre *Construir pueblo. Hegemonia y radicalización de la democracia*, gardant exactement le même cap<sup>2</sup>. La continuité fondamentale de l'orientation repose sur une opération fondatrice qu'il faut examiner en premier lieu : une relecture particulièrement contestable de Gramsci.

Dans un article de la *New Left Review* en 1976, critique de l'interprétation de Gramsci par Togliatti, Perry Anderson avait pointé certaines « antinomies » de la pensée du marxiste italien<sup>3</sup>. Ces ambivalences ont fait par la suite l'objet d'analyses approfondies<sup>4</sup>, l'essentiel étant le point suivant. Parti d'une conception de l'hégémonie prolétarienne fondée sur la centralité de la classe ouvrière comme sujet, à partir des débats internes à l'URSS en 1926 et

de sa réflexion sur les formes spécifiques de l'Etat, plus complexes, dans les pays occidentaux, Gramsci commence à appliquer le concept d'hégémonie aux formes du pouvoir bourgeois sous l'angle de leur dimension culturelle. Estimant que la « révolution en occident » ne peut se penser exactement sur les modalités de la révolution russe, il opère un déplacement partiel, dans sa conception de l'hégémonie, vers la problématique d'un bloc populaire en donnant un poids plus important, par-delà la détermination économique, à l'offensive éthico-politique, sur le terrain d'une contre-hégémonie à construire face à cette hégémonie bourgeoise, ce qui peut passer par l'investissement de cadres institutionnels.

D'où des tensions ou ambivalences qui purent constituer des brèches pour en faire un usage parlementariste et réformiste, usage que, concepts de « bloc historique » et de « réforme intellectuelle et morale » revisités à l'appui, Mouffe et Laclau ont radicalisés à l'extrême en transfigurant Gramsci en théoricien d'une « hégémonie sans détermination de classe », moyennant un degré de falsification dont il faut reconnaître le culot : même dans ses élaborations tardives des *Cahiers de prison*, Gramsci a toujours maintenu, tout en critiquant l'économisme, que ce bloc populaire devait rester dirigé par un parti gardant le point de vue de la classe ouvrière, donc celui des fondamentaux économiques de la division en classes<sup>5</sup>.

Face à un marxisme qu'ils jugeaient doublement grevé par l'économisme et une conception obsolète du sujet révolutionnaire, Mouffe et Laclau esquissent alors dans *Hégémonie et stratégie socialiste* une conception de l'articulation

des mouvements sociaux (le mouvement ouvrier en constituant un parmi d'autres) fondée à la fois sur leurs totales autonomies respectives, et sur leur stricte équivalence<sup>6</sup>. L'enjeu « hégémonique » est alors d'assurer leur traductibilité mutuelle tout en ménageant cette autonomie, afin d'éviter l'éclatement pluriel de toutes les luttes (plus ou moins) anticapitalistes associées à ces mouvements. Le fondement de cette traductibilité est fourni par les concepts de « démocratie » et de « révolution démocratique » d'un côté, et la détermination d'un adversaire commun de l'autre. Le point de vue de classe étant abandonné, ce sont logiquement « élites », « castes », ou équivalents, qui deviennent le nouveau référent.

D'où l'idée d'une politique « radicale » pour la démocratie, ou pour la « démocratie radicale ». Dans la lettre, la reconnaissance de l'antagonisme et de la division sociale face à cet adversaire commun, la critique des utopies du « consensus » semblent incompatibles avec l'idée qu'il puisse y avoir continuité entre la démocratie bourgeoise et une démocratie réelle quelle qu'elle soit. Mais ce que ces auteurs déterminent comme lieu clé de l'antagonisme contient en lui-même la possibilité d'une telle continuité. Mouffe et Laclau écrivaient ainsi, dans leur préface de 2000 à *Hégémonie et stratégie socialiste* : « Il est certainement important de comprendre que la démocratie libérale n'est pas l'ennemi à abattre si l'on veut créer, par la révolution, une société complètement nouvelle. C'est en effet ce que nous montrions déjà dans ce livre lorsque nous insistions sur la nécessité de redéfinir le projet de la gauche dans les termes d'une "radicalisation" de la démocratie.



Selon nous, le problème des démocraties libérale "en acte" n'est pas dans leur valeur constitutive cristallisée dans les principes de liberté et d'égalité pour tous, mais dans le système de pouvoir qui redéfinit et limite la portée de ces valeurs. C'est pourquoi notre projet de "démocratie radicale et plurielle" était conçu comme un nouveau stade dans le déploiement de la "révolution démocratique", comme l'extension des luttes démocratiques pour l'égalité et la liberté à un plus grand nombre de rapports sociaux. »<sup>7</sup>

Que peut bien signifier cette « extension » ?

### « L'HÉGÉMONIE EST-ELLE SOLUBLE DANS LE POTAGE POSTMODERNE ? »

Cette extension, c'est la conquête progressive de droits supplémentaires, dans le cadre bourgeois, sur pression des luttes populaires. Naturellement cette conquête est très importante (pour les femmes, les homosexuels, les trans, les personnes racisées, etc.). Mais ce n'est nullement le tout du combat, sinon les rapports capitalistes de production et de classes ne seraient pas près d'être menacés. Or le problème, pour Mouffe et Laclau, étant celui du « système de pouvoir » des « démocraties libérales en acte », de la déconnexion de ce « système » de ses assises matérielles (en premier lieu de l'exploitation du travail par le capital), la voie est toute tracée pour concentrer cette politique d'« extension » des luttes, à terme de façon exclusive, sur les institutions existantes du pouvoir, locales, nationales ou même internationales.

Quand Daniel Bensaïd refusait que l'hégémonie ne soit « soluble dans le potage postmoderne »<sup>8</sup> et attaquait cette « hégémonie en miettes », affirmant qu'elle est « contradictoire avec le sens stratégique originel [lénino-gramscien] du concept, comme unité de la domination et de la légitimité ou "capacité dirigeante" »<sup>9</sup>, il diagnostiquait avec justesse le fait que les deux auteurs « misent sur une simple "expansion démocratique", où les rapports de propriété et d'exploitation ne sont plus qu'une image parmi d'autres du grand kaléidoscope social. La "tâche de la gauche" n'est plus alors de combattre l'idéologie libéral-démocratique, mais de s'en emparer... » Voilà pourquoi « ils fi-

nissent logiquement par critiquer le concept de révolution », et pourquoi « le projet de démocratie radicale se limite en définitive... à une célébration de la pluralité du social. »<sup>10</sup>

Ne reste donc plus, comme outil d'unification, que l'émergence d'un « sens commun » bien flou, et d'un « vieil impératif éthique » (qui était déjà celui du révisionniste Bernstein il y a un siècle), sans les délimitations élémentaires permettant d'éviter de faire prendre des vessies pour des lanternes. C'est sur cette base que « radical » en est venu à se substituer à « révolutionnaire », que la destruction des institutions bour-

consiste à rompre avec les définitions antérieures du « populisme » (définitions toujours vagues, typologies toujours arbitraires), en affirmant que son usage a toujours été stigmatisant, destiné à reléguer comme épiphénomènes les deux dimensions les plus frappantes du phénomène, que sont l'appel au peuple et la critique des élites. Loin de les rabattre sur les contenus ou ancrages socio-économiques censés constituer la clé sociale de leur compréhension (tel « populisme » étant avant tout l'expression d'une instrumentalisation d'une colère de tel ou tel secteur de la société, etc.), Laclau veut au contraire prendre au sérieux le phénomène populiste, et montrer que quelles que soient ses bases sociales et la diversité de ses expressions, il exprime une dimension constitutive du politique. Le prérequis, lui, c'est le primat renforcé à notre époque de l'hétérogénéité sociale.

La « raison populiste », c'est une logique de construction des identités populaires. Cette logique peut se comprendre à l'aune des deux figures du « peuple » de l'antiquité : le « *populus* » (ou « *demos* »), la communauté des citoyens constituant le tout de la société et incarnant l'universel, et la « *plebs* » (plèbe), le petit peuple des exploités, opprimés, sans-nom et sans-part. La « raison populiste » est le processus par lequel la « *plebs* », qui est une partie du « *populus* », devient capable d'incarner l'ensemble des aspirations, des revendications, des « demandes sociales » dit Laclau, dans leur diversité et l'équivalence de leur légitimité, c'est-à-dire devient un nom représentatif de la totalité sociale.

Mais ce processus suppose de confluer contre un adversaire commun (très peu analysé par Laclau) : les « élites », le « système du pouvoir », le « capitalisme mondialisé », etc. Comme les référents marxistes dits classiques – la « lutte des classes », la « détermination économique en dernière instance », etc. – sont devenus des « fétiches », la façon dont le référent « peuple » peut être le support ou la marque d'une politique hégémonique va alors consis-

## Construir pueblo

Hegemonía y radicalización de la democracia

Iñigo Errejón  
Chantal Mouffe



Icaria Más Madera en profundidad

DR.

geoises est mise au rencart, et que la « démo-cratie », dorénavant dissociée du point de vue de classe et de toute référence au prolétariat, est absorbée dans la référence à un « peuple » très faiblement délimité.

### UNE CONCEPTION (NÉO)« POPULISTE » DE L'HÉGÉMONIE

Dans *La raison populiste*<sup>11</sup> Laclau prolonge tout cela, partant d'une hypothèse et d'un prérequis. L'hypothèse



ter, en résumé, à fixer des lignes de partage au sein du « *populus* », entre ce qui pourra s'agglomérer aux « *demandes* » et ce qui continuera de s'y opposer. Mais comme les « *classes* » ne sont plus un repère pertinent, que les « *demandes* » fluctuent et que la « *chaîne d'équivalence* » est potentiellement sans fin, alors la frontière devient particulièrement volatile. Dès lors ce n'est pas seulement le « *populisme* » qui est un « *signifiant flottant* », c'est ce « *peuple* » lui-même, dont on voit bien combien il va rapidement faire écran et se substituer au point de vue de classe – voire, naturellement, être mis en opposition à lui.

Les conclusions arrivent vite : « *Une demande populaire est une demande qui incarne la plénitude absente de la communauté à travers une chaîne potentiellement infinie d'équivalences. C'est pour quoi la raison populiste – qui équivaut, comme nous l'avons vu, à la raison politique tout court – rompt avec deux formes de rationalité qui annoncent la fin de la politique : aussi bien avec un événement révolutionnaire total qui, en permettant la pleine réconciliation de la société avec elle-même, rendrait le moment politique superflu, qu'avec une simple pratique gradualiste qui réduit la politique à l'administration.* »<sup>12</sup> Comme si la révolution avait été pensée par Marx, Engels, Lénine, Rosa ou Trotsky, comme un « événement » salvateur et miraculeux (ce qu'il est devenu, en revanche, chez Badiou) de cette nature !

Ni révolution, ni réforme dit Laclau : politique « *démocratique radicale* » donc. Tout cela est censé contribuer à « *l'ouverture des horizons* » parce que le « *retour du "peuple" comme catégorie politique* » contribue à « *présenter d'autres catégories – comme celle de classe – pour ce qu'elles sont : des manières contingentes et particulières d'articuler des demandes, non un noyau primordial à partir duquel la nature même des demandes pourrait être expliquée.* »<sup>13</sup> La « *classe* » n'est plus qu'une construction discursive contingente et obsolète, et toute politique de classe est par définition frappée du même verdict. Par là ce *néopopulisme* de gauche est parfaitement compatible, en dernière instance, avec la société capitaliste.

### DE LA « GAUCHE NATIONALE » ARGENTINE AU NÉOPOPULISME, ET DE L'AFFINITÉ EUROCOMMUNISTE

Issue de la famille trotskyste argentine, la « gauche nationale » animée par Jorge Abelardo Ramos avait acquis dans les années 1960, dans certains secteurs intellectuels, une influence notable. Pour Ramos, auteur d'une monumentale histoire de l'Amérique latine et fin observateur du péronisme (la gauche classique, socialiste et communiste, en Argentine s'est frontalement opposée à ce phénomène, en allant jusqu'à opérer des alliances avec l'ambassade étatsunienne et la bourgeoisie de droite), le nationalisme bourgeois dans un pays périphérique est un levier qu'il s'agit d'utiliser pour agir sur les contradictions principales du pays semi-colonial, les contradictions secondaires devant être affrontées à mesure que les conditions du conflit premier s'exacerbent et nécessitent un plein appui des révolutionnaires au camp « national et populaire ». C'est à cette théorie, défendue par le « Parti socialiste de la révolution nationale », que s'est formé Laclau.

*Hégémonie et stratégie socialiste* puis *La raison populiste* ont opéré des déplacements successifs, toujours dans le sens de l'antimarxisme, de cet ancrage déjà délicat. Via la dissolution des classes, l'hypertrophie des récits et discours par lesquels les identités politiques se construisent, et ce prisme « démocratique radical », c'est corrélativement tout « sujet » qui est dissous. Au profit de quoi ? D'un vide théorique prolongé par la critique générique des organisations, et naturellement du « parti »<sup>14</sup>, qui confine à la condamnation du léninisme, rétrospectivement jugé comme intrinsèquement autoritariste.

Au moins place nette était alors faite pour mettre l'accent sur ce qui a justement été tant mis sous le boisseau : l'auto-organisation. Or rien de cela chez Laclau. Combinant aclassisme et autonomisation de la politique, programmatiquement flou et silencieux sur les médiations organisationnelles, ce *néopopulisme* finit par confier de facto à des représentants le soin d'incarner, dès lors que l'effervescence populaire est retombée, toutes les revendications : un leader en résumé. L'évolution d'un Podemos émanant d'une vaste mobilisation de rue vers un parti centralisé doté d'une direction de type bureaucratique ultra-personnalisée, aux lignes compatibles avec le maintien du

capitalisme, n'a de ce point de vue rien d'un hasard. Elle illustre concrètement ce à quoi la stratégie de Laclau balisait le terrain.

Evoquons, enfin, la convergence de ce *néo-populisme* avec l'eurocommunisme des années 1970 fondé, ce n'est pas un hasard, sur la même instrumentalisation droitière, gradualiste et électoraliste de Gramsci. Défendant, en rupture avec le stalinisme, le pluralisme et les libertés contre le parti unique, puis une conception pacifique de l'accès au socialisme au prix d'une intégration croissante à l'appareil d'Etat bourgeois, l'eurocommunisme, synthèse de socialisme et de démocratie libérale, fut une véritable codification du néoréformisme des PC d'Europe occidentale. Ernest Mandel l'avait bien résumé à l'époque : « *A cette époque [après-guerre] le capitalisme était aussi trop faible pour imposer des sacrifices aux travailleurs. Les réformistes s'en chargèrent... Les choses se passeront encore de la même façon si les travailleurs n'empêchent pas Berlinguer de sortir la bourgeoisie de la mauvaise passe dans laquelle elle se trouve* »<sup>15</sup>.

Faut-il s'étonner qu'outre le Gramsci revisité par Mouffe et Laclau, ce soit également du PCI et de Berlinguer qu'Iglesias se sente si proche ? Bien sûr les origines sont distinctes : une sortie à droite du communisme, fondée sur une torsion du marxisme, dans un cas, dans l'autre une logique du débouché politique, issue de la vaste mobilisation populaire de 2011, d'emblée antimarxiste. La convergence n'en est pas moins frappante.

### POPULISME ET COLLABORATION DE CLASSE

Mouffe et Laclau s'étaient donnés un ennemi facile à combattre : un marxisme economiciste et substantialiste, fétichisant les forces productives à coup de plans quinquennaux comme dans l'URSS des années 1930, déduisant mécaniquement d'une essence du social la capacité métaphysiquement prédéterminée, à l'image de la conception hégélienne (d'un Hegel lui aussi caricaturé dit en passant), de la « classe en soi » à se muer en « classe pour soi » universelle.

Nous devons bien sûr nous débarrasser de ces sous-produits staliniens ou stali-noïdes du marxisme. Mais tout autant de ces pseudo-nouveautés néoréformistes qui, depuis des décennies déjà, prennent argument de cette caricature

de marxisme pour le liquider, explicitement ou non.

Les élaborations de Laclau sont riches, la question n'est pas là. Le livre de 1985 est subtil, et appartient aux textes qui ont fait date. Et la relation entre théorie et pratique est tout sauf mécanique et immédiate : on ne saurait faire porter sur une théorie les responsabilités stratégiques qui sont celles des dirigeants politiques qui s'y réfèrent. Mais les « signifiants flottants » de Laclau n'ont pas seulement inspiré Iglesias, ainsi que Tsipras<sup>16</sup>, ni seulement collé (au moins en partie) aux options chavistes ou evo-

moralistes : Laclau lui-même a soutenu durablement, en vertu de sa propre théorie, des gouvernements parfaitement bourgeois, en l'occurrence les gouvernements Kirchner (dit « progressistes ») en Argentine.

Il ne s'agit pas ici d'amalgamer tout et n'importe quoi sans nuances, ni de dire, en particulier, que Podemos ferait nécessairement ce que les gouvernements Kirchner ont fait, ou encore ce à quoi le nouveau gouvernement Tsipras s'est attelé depuis la signature du troisième mémorandum puis les élections de septembre : mener la politique d'aus-

térité de la bourgeoisie et continuer à faire payer la crise aux travailleurs. Mais bien des signaux et des positionnements justifient toutes sortes de craintes.

En tous cas, le fait qu'un théoricien comme Laclau ait pu soutenir jusqu'à des gouvernements bourgeois ne peut pas ne pas nous interroger profondément sur sa persistance comme référence puissante et explicite, à une échelle dirigeante, pour une expérience politique « radicale ». Raisons pour lesquelles la critique de sa théorisation doit être sans concessions, et l'analyse et le bilan concrets de la réalité politique de Podemos d'autant plus lucides. □



Enrico Berlinguer (1922-1984), secrétaire général du PCI, chef de file de l'eurocommunisme. DR.

1 Pour une approche consonante, même si la critique stratégique est selon nous incomplète, lire Razmig Keucheyan et Renaud Lambert, « Ernesto Laclau, inspirateur de Podemos », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2015.

2 « Construir pueblo. Hegemonia y radicalización de la democracia », *Icaria Editorial*, mai 2015. Pour une très intéressante lecture critique, lire Jesús Jaén, « Espagne. Un débat avec le populisme. A propos des conversations Errejón-Mouffe », juillet 2015 (traduction française sur <http://alencontre.org/europe/espagne/espagne-un-debat-avec-le-populisme-a-propos-des-conversations-errejon-mouffe.html>).

3 « The Antinomies of Antonio Gramsci », *New Left Review*, n° 100, novembre-décembre 1976, pages 5-78.

4 Peter D. Thomas, « The Gramscian Moment. Philosophy, Hegemony and Marxism », *Haymarket Books*, 2011 (coll. *Historical Materialism*).

5 Voir le « Cahier » n° 13, chapitre 18. Pour approfondir, Juan Dal Maso et Fernando Rosso, « Podemos, Gramsci y el populismo », novembre 2014 (<http://losgalosdeasterix.blogspot.fr/2014/11/podemos-gramsci-y-el-populismo.html>).

6 Voir Colin Barker, Laurence Cox, John Krinsky et Alf Gunwald Nilsen, « Marxism and Social Movements », *Leiden-Boston, Brill*, 2013 (coll. *Historical Materialism*). L'analyse marxiste des mouvements sociaux n'en dissout aucunement les spécificités et au contraire montrerait plutôt qu'une telle « logique d'équivalence » est un non-sens au plan politique lui-même, vu que ce sont également les régimes et formes de leur politisation qui sont très hétérogènes.

7 « Hégémonie et stratégie socialiste : Vers une politique démocratique radicale », 1985, rééd. *Les Solitaires intempestifs*, 2009, page 30.

8 « Eloge de la politique profane », *Paris*, Albin Michel, 2008, chapitre « L'hégémonie est-elle soluble dans le potage postmoderne ? », pages 321-343.

9 *Ibid.*, page 337.

10 *Ibid.*, page 340.

11 « La raison populiste », *Paris*, Seuil, 2005.

12 *Ibid.*, pages 260-261.

13 *Ibid.*, Conclusion, pages 289-290.

14 Critique que Iglesias n'a de cesse de faire aussi : « ¡Abajo el régimen ! Conversación entre Pablo Iglesias y Nega », *Icaria*, quatrième édition 2014, page 110.

15 « Critique de l'eurocommunisme », *Paris*, Maspero, 1978, chapitre « Le PC italien apôtre de l'austérité », page 268.

16 Influence que Tsipras a d'autant su combiner avec son ancrage marxiste que le « socialisme démocratique » de Poulantzas, qui a joué un rôle clé pour lui, converge finalement en de nombreux points avec l'eurocommunisme. Voir Dan Harcox, « Why Ernesto Laclau is the intellectual figurehead for Syriza and Podemos », *The Guardian*, 9 février 2015, <http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/feb/09/ernesto-laclau-intellectual-figurehead-syriza-podemos>; Juan Dal Maso, « Syriza, Althusser et la défense de l'ordre établi », juin 2015 (<http://www.revolutionpermanente.fr/Syriza-Althusser-et-la-defense-de-l-ordre-etabli>).

# Crise à Air France, crise en France ?

PAR JOËL LE JEANNIC



DR.

**L**e 5 octobre, les images des deux cadres s'enfuyant chemise arrachée ont provoqué une vague de jubilation dans de larges secteurs du monde du travail. Cette réaction est révélatrice d'une crise profonde des rapports sociaux, comme de la représentation politique quand face à des suppressions d'emplois en hausse constante, les deux options proposées aux salariés sont « fermez-la » (droite) ou « soyez d'accord » (gauche) pour toujours plus de chômage.

Ces images ont inévitablement évoqué la Révolution française, avec les nobles qui allaient à l'échafaud la chemise blanche déchirée. Les cadres escaladant les grilles rappellent aussi les réfugiés passant les barrières pour fuir la misère. Pour une fois, la peur avait changé de camp.

Nos dominants gouvernant de plus en plus par la peur, ce camouflet est pour eux très inquiétant. Cela explique leur rage unanime et leur volonté d'écraser la rébellion : mises à pied sans solde de cinq salariés du sol et de deux pilotes, gardes à vue, menaces de prison et de licenciement – pour une simple chemise... Le fort soutien populaire aux salariés d'Air France annonce-t-il un début de contre-offensive après plusieurs années de luttes partielles éclatées ? Il marque en tout cas la perception de plus en plus partagée PS = droite, ravageuse pour le parti au pouvoir. Les déclarations haineuses du premier ministre, traitant les salariés de voyous alors qu'il n'a que des mots doux pour les patrons qui spéculent, empochent et n'embauchent pas, ne font que la conforter. Valls a montré

son vrai visage, mais du coup il perd en popularité. Hollande l'a senti, qui a essayé de s'en démarquer, suivi par Ségolène Royal qui dit qu'il ne faudrait pas de licenciements secs. Le bal des faux-culs a commencé... Mais il est révélateur d'une importante crise à venir.

Le mouvement à Air France n'est pas fini : le plan est reporté de trois mois, la direction est discréditée dans l'entreprise et l'Intersyndicale renforcée (fait historique depuis 40 ans, elle rassemble pilotes, hôtesses et stewards ainsi que personnels au sol).

Les deux seuls syndicats extérieurs à l'Intersyndicale font même du rétropédalage : la CFDT a été contrainte d'appeler au rassemblement devant l'Assemblée nationale qui a réuni 3000 salariés le 22 octobre. La CGC, qui était coupée en deux, avec son secteur navigant partie prenante de l'Intersyndicale et les cadres du sol qui soutenaient la direction, a fini par rejoindre les autres syndicats dans le vote unanime d'un droit d'alerte contre le plan Perform, adopté au comité central d'entreprise le jour même du rassemblement.

Car Air France fait des bénéfices... mais en veut toujours plus. Rappelons que pour un chiffre d'affaires de 25 milliards, elle dispose d'un résultat opérationnel de 2 milliards. Il est vrai que ses besoins de financement sont colossaux pour l'achat d'avions, mais aussi et surtout pour mener la guerre économique avec les mastodontes du transport aérien et pour rétribuer ses actionnaires dans un secteur en pleine croissance, dopé par la baisse du prix du pétrole.

Les travailleurs du cargo (fret) d'Air

France ont été à l'avant-garde le 5 octobre, confortés par une manifestation de 1500 salariés regroupant fraternellement toutes les corporations. Désignés ces dernières années comme coûtant le plus cher dans la compagnie, ils étaient les plus menacés et avaient le plus payé. Ils ne sont pas tombés dans le piège que la direction leur tendait, consistant à désigner cette fois les pilotes – après, cela aurait été au tour des hôtesses et stewards, puis des escales de province... Le cargo, ce sont ceux qui avaient démarré le mouvement historique d'octobre 1993, rejoints ensuite par les salariés de l'entretien puis des aéroports. Cette grève qui paralysa les aéroports parisiens pendant deux semaines, reçut un large soutien populaire et finit par faire tomber le PDG, avait aussi été annonciatrice du grand mouvement de novembre-décembre 1995.

L'écho incroyable de l'action du 5 octobre le prouve, de grands mouvements sont à venir. Au NPA d'y contribuer, en continuant à inventer une nouvelle représentation politique des salariés et des opprimés A nous d'étendre la lutte à Air France et dans tout le pays : pour des emplois dignes et des salaires corrects, contre la division des travailleurs, pour virer ces patrons voyous et faire échec à la répression en interdisant toute sanction.

Une échéance importante sera la mobilisation devant le tribunal correctionnel de Bobigny, le 2 décembre prochain, en soutien aux salariés d'Air France mis en examen. Cela doit être une mobilisation sociale et politique de toutes et tous. □